

Сборник студенческих эссе. День европейских языков 2011. Вып.1/ Под ред. Е. Г. Волковой, И. Г. Морозовой, Л. В. Коваленко, Е. С. Ульяновой, Е. С. Прокопович; Национальный исследовательский университет «Высшая школа экономики», факультет мировой политики и мировой экономики. - М.: Издательство «Спутник+», 2012. - 108 с.

Этим сборником факультет мировой политики и мировой экономики Национального исследовательского университета «Высшая школа экономики» начинает серию публикаций трудов своих студентов на иностранном языке. Данный сборник приурочен к проведению первого Дня европейских языков на факультете. В нем представлены лучшие эссе студентов, посвященные проблемам современного состояния политики, экономики, культуры и языков в Италии, Франции, Германии, Испании и странах Латинской Америки.

Национальный исследовательский университет «Высшая школа экономики»
Факультет мировой политики и мировой экономики

ДЕНЬ ЕВРОПЕЙСКИХ ЯЗЫКОВ 2011

сборник студенческих эссе

Оглавление

Франция

Burova Christina

LA FRANCE DANS LE MONDE ACTUEL ASPECT CULTUREL.....6

Magomédoва Maryam D.

LA MIGRATION EN FRANCE.....9

Patvakanyan Armine A.

PME – UNE CAUTION DE LA CROISSANCE DE LA FRANCE?.....12

Stépanova Ksénia S

LE FUTUR DE PME EN FRANCE APRÈS LA CRISE.....17

Philippova Hélène E.

L'ASPECT SOCIAL: IMMIRATION MUSULMAN EN FRANCE.....21

Tchernichiov Nikita

L' INFLUENCE DU SECTEUR BANCAIRE EN FRANCE

SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE ET SES PROBLÈMES.....26

Италия

Voronchikhina Anna

RELAZIONI FRA L'ITALIA E LA RUSSIA.....31

Kiseleva Anastasia

L'ECONOMIA DELL'ITALIA È DIVERSA.....34

Rylova Anastasia	
COOPERAZIONE CULTURALE TRA L'ITALIA E LA RUSSIA.....	37
Slesareva Cristina	
LA RUSSIA E L'ITALIA: SEMPRE SU UNA MAPPA DIPLOMATICA.....	40
Ciubarova Caterina	
IL PAESE DEL CALCIO E DI FELLINI.....	42

Успания

Ménshikova Marta E.	
AMÉRICA LATINA EN EL CONTEXTO DE LA CRÍSIS ALIMENTARIA GLOBALI.....	46
Erohin Nikita	
LA SIGNIFICACIÓN DE CAMPAÑÍAS DE TRANSPORTE ESPAÑOLAS PARA LA UE Y EL IMPACTO DE PROBLEMAS ENERGETICOS Y ECOLOGICOS A LA REGIÓN.....	50
Plets Olga	
RELACIONES ECONÓMICAS ENTRE AMÉRICA LATINA Y LOS ESTADOS UNIDOS.....	52
Belousova Maria	
SECTOR TURÍSTICO ESPAÑOL ANTE RETOS DEL SIGLO XXI.....	57
Yanushpólskaya Marina	
EL POPULISMO EN AMÉRICA LATINA.....	60

Германия

Klintsova Marina	
WER PROFITIERT VON DER WIRTSCHAFTSMACHT DEUTSCHLAND?.....	65
Schaposchnikova Vera	
MIGRATIONSPROZESSE IM MODERNEN DEUTSCHLAND.....	68
Artenjan Anna	
EINWANDERUNGSLAND OHNE EINWANDERUNGSLUST.....	71
Borisova Julia	
WAS IST NOCH DEUTSCH IN DEUTSCHLAND?.....	74
Vershinina Ekaterina	
HEIMAT OHNE GRENZEN.....	77
Kolossowskaja Nadja	
IST DEUTSCHLAND BEREIT FÜR ALLE ZU ZAHLEN?.....	80
Komarova Evgenija	
GESCHEITERTES "MULTIKULTI" – ODER WO STECKT DAS PROBLEM?.....	83
Mogireva Aliya	
SOLL DEUTSCHLAND FÜR ALLE ZAHLEN?.....	86
Ostrowskaja Katja	
WAS GEHÖRT HEUTE ZUR DEUTSCHEN IDENTITÄT?.....	88
Semenowa Ekaterina	

WIE "DEUTSCH" IST NOCH DEUTSCHLAND?.....	90
Semernoj Evgeni	
DAS GROßZÜGIGE DEUTSCHLAND	93
Tavitov Vladimir	
DAS XXI. JAHRHUNDERT: NEUES DEUTSCHLAND?.....	96
Tschukalovskij Nikita	
WARUM ZAHLT DEUTSCHLAND FÜR ALLE?.....	100
Schtschipzova Ksenia	
DEUTSCHE IDENTITÄT – GIBT ES DIE NOCH?.....	103

Франция

LA FRANCE DANS LE MONDE ACTUEL ASPECT CULTUREL

La France est un pays connu mondialement pour être éminemment culturel.

Personne ne prend la culture plus au sérieux que les Français: Ils la subventionnent généreusement; la cajolent avec des quotas et des abattements fiscaux. Les médias français lui donnent énormément de place sur les ondes comme dans les colonnes de leurs journaux. Même les magazines de mode offrent des chroniques littéraires sérieuses. Chaque ville de France, quelle que soit sa taille, a son opéra annuel ou son festival de théâtre, et chaque église son concert d'orgue ou de musique de chambre le week-end. Le modèle culturel de la France est vanté à travers le monde et Paris a longtemps été la capitale mondiale de la culture.

Mais il y a beaucoup de problèmes. Par exemple, autrefois admirée pour l'excellence de ses écrivains, artistes et musiciens, la France d'aujourd'hui est une puissance qui s'étirole dans le marché culturel global. Seule une poignée de romans de cette saison trouveront un éditeur à l'étranger. En moyenne, moins d'une douzaine trouvent chaque année preneurs aux Etats-Unis, alors que 30% des livres de fiction publiés en France sont traduits de l'anglais. L'abstraction et la théorie ont longtemps été prisées dans la vie intellectuelle française, et amplifiées dans ses écoles. Nulle part cette tendance n'est plus apparente que dans le domaine de la fiction française, qui souffre toujours des effets du mouvement du "nouveau

roman" des années 1950, très introspectif. Nombre des romanciers français actuels les plus révéérés écrivent des fictions sèches, élégantes, qui voyagent mal.

Dans le domaine de l'art, Paris, qui a vu naître l'impressionnisme, le surréalisme et autres "ismes majeurs", a été supplanté, au moins sur le plan commercial, par New York et Londres. Le cinéma français, qui a pourtant réussi à préserver une production importante (200 films par an), en tout cas incomparablement supérieure à celle de ses voisins (Allemagne, Espagne, Italie, Grande-Bretagne notamment) mais Il est loin du temps de la Nouvelle Vague, quand Godard, Rivette, Truffaut et quelques autres révolutionnaient le septième art, marquant des générations de cinéastes à travers le monde.

Pour la musique la situation est aussi laisse à désirer. La France a des compositeurs et des chefs de réputation internationale, mais pas d'équivalents comparables à ces géants du XXe siècle que furent Debussy, Ravel, Satie et Milhaud. Les musiques d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont plus d'espace dans les magasins que dans n'importe quel autre pays. Des films venus d'Afghanistan, d'Argentine, de Hongrie et d'autres pays lointains remplissent les cinémas. Des auteurs de tous les pays sont traduits en français, ce qui, inévitablement, aura une influence sur la prochaine génération d'écrivains français.

En dépit de ses quotas et de ses subventions, la France est un paradis pour les amateurs de cultures étrangères. Donc, la France pourra-t-elle longtemps vivre sur ses acquis culturels sans en créer de nouveaux ? Car le seul classement de sites au patrimoine mondial

de l'UNESCO, tel qu'on a pu le voir pour la ville du Havre récemment, ne suffira pas à maintenir son statut de premier pays touristique mondial. La concurrence de nouvelles destinations à la mode se fait sentir, pour leur culture (les pays nordiques tels que le Danemark, la Suède ou la Norvège) ou juste pour leur soleil (l'Australie, bon nombre de pays d'Afrique, etc.). Car une partie importante du tourisme en France est constituée par le tourisme culturel. Entre le Louvre, Paris, la Méditerranée, l'Atlantique, Saint Tropez, la Provence, le Massif central, Les Pyrénées et les Alpes, le tourisme en France se porte bien, motivé par la culture, le paysage ou le sports (une grande partie du ski en Europe). Les Dom Tom également participent à cette manne financière. Mais les seules sites naturels français ou les lieux historiques ne suffisent pas. La gastronomie pratiquée en France attire beaucoup également. Car la France sait utiliser sa culture régionale et nationale, et la culture en général. Quand Lille a été Capitale Européenne de la Culture en 2004, il était évident qu'en plus d'être culturelle, l'opération avait un but mercantile. Mais l'opération a cependant prouvé qu'il y avait encore beaucoup de vitalité dans la culture Française, et que le tourisme ne s'arrêtait pas seulement à l'envie de trouver un hôtel dans un joli coin, mais aussi de pratiquer toutes sortes d'activités culturelles.

En conclusion il faut dire que dans nos sociétés, la culture et l'art en particulier deviennent des facteurs déterminants du développement. En France, l'abondance de l'offre culturelle et artistique témoigne de l'importance accordée par les pouvoirs publics à ce domaine. Pourtant des déséquilibres profonds existent et les progrès de la démocratisation culturelle sont insuffisants.

LA MIGRATION EN FRANCE

Ces derniers temps le problème de l'immigration devient de plus en plus important en France. La victoire de Nicolas Sarkozy, qui a promis la résolution de ce problème aux Français lors des élections de 2007, indique l'insatisfaction générale des Français par la présence d'un grand nombre de citoyens étrangers dans leurs pays qui varie autour de 8 % de population. Dans de différents secteurs de la vie sociale l'immigration est considérée comme un phénomène positif. Avant tout, il est à noter que 7 % d'immigrants forment un groupe qu'on appelle «les migrants du travail» - les travailleurs qualifiés, qui viennent travailler en France. L'afflux de la force de travail étrangère contribue à la croissance de la production en France, ainsi qu'à la croissance économique globale.

Bien que les intellectuels français considèrent principalement l'immigration comme un phénomène positif, il y a certains éléments qui indiquent son caractère négatif. Les étrangers qui arrivent au pays en quête du travail, y transportent leurs propres familles ou créent de nouvelles. Par conséquent, de nouvelles générations d'immigrés se forment. La politique européenne approuve la réunification des familles des immigrés. C'est pourquoi ce sont les travailleurs d'Afrique et d'Asie qui s'intègrent en France et y forment leurs propres quartiers «ethniques» où règnent leurs coutumes et les normes de conduite.

Un autre problème lié à l'emigration des professionnels hautement qualifiés des pays donateurs est le phénomène de la fuite

des cerveaux. Pays-fournisseurs de la force de travail de haute qualité perdent leurs investissements à long terme.

Cependant, l'un des problèmes les plus graves liés à l'immigration en France, est la menace aux traditions nationales, l'effacement de l'identité nationale et la menace à la sécurité nationale. La prévalence des musulmans dans le nombre total d'immigrants et l'extrémisme islamique transmettent le problème de l'immigration d'un niveau sociale au niveau politique. De nos jours la France arrive en tête de liste pour le taux des musulmans dans la population générale, si l'on compare aux autres pays européens. À l'égard des différences dans la mentalité, les traditions et la morale il est difficile pour la population musulmane de s'intégrer dans la société française. C'est non seulement à cause du désir des immigrés de se tenir à l'écart et leur incapacité d'accepter les traditions de la population autochtone, mais aussi à cause du caractère national français. Les Français parfois ne sont pas capables de tolérer la présence des représentants d'autres groupes ethniques et religieuses dans leur pays, et c'est bien justifié, puisque leur quantité devient de plus en plus importante et menace de devenir encore plus importante. Il révèle le phénomène de ne pas s'intégrer aux traditions du pays accueillant les immigrés, mais réclamer ses propres droits principalement religieux.

Aujourd'hui le modèle d'intégration républicain est établi en France. Pour les partisans de ce modèle l'origine civile d'un individu est plus important que son origine ethnique. En plus, selon ce modèle chacun a le droit d'être différent, avoir une identité. Cependant, beaucoup de défenseurs du modèle républicain notent que ce droit à

l'indentité, transmis à travers les générations, provoque des conflits ethniques et la ségrégation.

Malgré certains impacts négatifs de l'immigration c'est un processus naturel et inévitable à cause d'un déséquilibre démographique et économique entre les pays qui mène à un échange des ressources humaines permanent. Étant donné le caractère inévitable de ce processus, l'État peut seulement apprendre à en bénéficier afin de résoudre les problèmes démographiques et économiques à l'aide de l'immigration. Le gouvernement français mène une politique de ne pas restreindre l'afflux des immigrants au pays. Mais il a choisi une politique d'immigration sélective. Cette politique permet d'accorder la préférence aux immigrants qualifiés qui seraient capables d'augmenter le taux de développement économique en France et de limiter l'afflux des immigrants clandestins.

PME – UNE CAUTION DE LA CROISSANCE DE LA FRANCE?

Le sujet de petites et moyennes entreprises n'est pas élaboré soigneusement dans une sphère d'activité économique au moment actuel. Cet état de fait est assez surprenant si on prend en considération l'intérêt énorme des politiciens et des fonctionnaires. Quand même au cours de dernières années les pays évolués ont mis en place de nombreuses mesures destinées à encourager la création d'entreprises c'est-à-dire on tache de conforter les PME. On met l'accent sur la nécessité d'aider les entreprises à se développer et é grandir pour vaincre une rupture entre les plus petites entreprises et de grands champions du marché.

En France la création d'entreprises est florissante, néanmoins, elle n'est pas un terrain favorable à la croissance des PME. La stagnation des PME françaises ne date pas d'hier mais les conséquences de ce phénomène deviennent cruciales dans une économie mondialisée. Car aujourd'hui, et plus encore demain, seules les entreprises disposant d'une « masse critique » ou créant une réelle valeur ajoutée seront amenées à survivre.

Dans mon essai je voudrais examiner l'état actuel des PME en France et les conséquences éventuelles de leur faiblesse. Il est aussi important d'analyser les obstacles différents qui freinent le processus d'évolution des entreprises et le développement général de l'économie.

La plupart des entreprises françaises appartiennent à la

cohorte de PME de taille minuscule en même temps qu'il existe dans le paysage économique français un déficit particulièrement prononcé de PME employant de 20 à 499 salariés. La principale caractéristique de cette structure est un écart fort entre les entreprises plus petites et plus grandes, en d'autres termes – le manque de couche d'entreprises de taille moyenne.

En 2007, en France il y avait plus de 2,5 millions de petites et moyennes entreprises (2 547 200), représentant 97,3% de toutes les entreprises. Les petites et moyennes entreprises créent 47% des emplois, 42% de la valeur ajoutée, réalisent 30% des investissements corporels, 33% du chiffre d'affaires total et 12,8% de l'exportation. Dans l'immédiat les PME représentent 60% des salariés en France et génèrent chaque année la moitié de la valeur ajoutée du pays.

Cette statistique ci-dessus est aussi assez controversée en termes de réponse à la question du rôle des petites entreprises dans l'économie française. D'une part, on domine entièrement sur la conjoncture économique en la déterminant. Par exemple, les petites entreprises résolvent partiellement le problème du chômage, qui reste un grand problème économique et social en France depuis longtemps. Néanmoins aux Etats-Unis les petites entreprises jouent un rôle même important, mais la répartition des entreprises est plus homogène.

On doit tenir compte que la structure détermine en grande partie les secteurs d'activités principaux. De ce fait la plupart des entreprises françaises se spécialisent dans le commerce et les services et se heurtent à une position faible dans le domaine

d'exportation, avec une absence totale de l'innovation.

Examinons ces deux domaines d'échecs de petites entreprises en détail. Pour effectuer l'activité d'exportation avec succès on doit lancer le produit demandé au monde et à cet effet on doit posséder les informations sur les opportunités potentielles sur les marchés étrangers. Selon un sondage réalisé par Ubifrance, l'agence publique de soutien aux exportateurs, 43 % des PME françaises s'estimaient «mal informées sur les marchés étrangers» en 2004, tandis que 42 % soulignaient leur «difficulté à trouver des contacts locaux à l'étranger». Finalement la spécialisation de la production française croise à peine avec les biens qui pourraient éveiller l'intérêt des consommateurs étrangers.

En second lieu aujourd'hui, une entreprise est en danger si elle n'est pas capable de renouveler son offre assez souvent, elle doit sans cesse intensifier sa force innovative. Mais les PME françaises semblent assez peu ouvertes à un processus continu d'innovation. Deux entreprises sur trois n'ont pas introduit de nouveaux produits ou services ces cinq dernières années.

Trois indicateurs révèlent le déficit d'innovation des entreprises françaises : le niveau des exportations, la part de R&D (Recherche et développement) effectuée dans les entreprises et le niveau des dépôts de brevets. L'importance de la R&D dans les entreprises est particulièrement faible en France, par rapport à nombre de pays de l'OCDE (L'Organisation de coopération et de développement économiques), notamment au niveau des PME.

De plus en France, comme en Europe et dans le reste du monde, le manque de main d'œuvre qualifiée serait devenu le

principal obstacle à la croissance des entreprises devant les difficultés de financement et les problèmes liés à la réglementation selon l'ENSR (le Réseau européen de recherche économique et sociale). Dans la période de développement actif une société a besoin du dirigeant compétent dans différents domaines de la connaissance et les PME ne peuvent pas généralement recruter les meilleurs.

Enfin, ces entreprises ont du succès dans leurs activités (les moyennes entreprises, plus que 50 salariés), sont rapidement achetées par les grandes sociétés. En France la domination du marché par les grands groupes empêche les PME, même très innovantes, d'émerger face aux poids lourds de leur secteur.

Il suffit de dire qu'aucune société française au cours des 20 dernières années n'a pu démarrer et se transformer en un grand champion du marché mondial. Ce n'est pas comparable au succès de sociétés américaines, comme Google, Compaq et d'autres sur la même période.

En conclusion, il faut remarquer, que l'Etat français ne tâche plus de stimuler la création de nouvelles entreprises, mais il tâche de maintenir et développer les entreprises qui existent déjà. Ce nouvel axe politique part d'un constat simple : à l'heure où les grands groupes suppriment en France plus de postes qu'ils n'en créent, seul le développement significatif des PME serait à même d'agir sur la croissance et sur l'emploi. Les petites entreprises dans son état actuel sont caractérisées par de frais de production élevés (comme ils ne peuvent pas prétendre à des économies d'échelle) et la

rentabilité du capital faible. Les PME ne réussissent pas à atteindre la taille critique nécessaire pour assurer la croissance et c'est pourquoi ils ne peuvent que jouir de leur flexibilité, en réalisant le passage d'une sphère de la production à l'autre sans aucune contribution à la croissance économique globale. Pour maintenir sa position parmi les grandes économies dans le monde, la France doit prendre soin de transformer sa structure de l'industrie dans le sens de l'augmentation du nombre d'entreprises de taille moyenne, qui peuvent à l'avenir contribuer au changement des caractéristiques de la production et de la structure d'exportation.

LE FUTUR DE PME EN FRANCE APRÈS LA CRISE

Comme de nombreux pays européens, la France est certainement associée à des boutiques, des petits commerces, des entreprises privées, qui sont souvent des entreprises familiales. Tout cela crée une ambiance incroyable et forme une identité nationale du pays. Aujourd'hui, cependant, on soulève la question de la compétitivité de ces entreprises dans le cadre du business s'agrandissant constamment par des fusions et acquisitions. Que de petites et moyennes entreprises peuvent-ils attendre dans l'avenir?

Les PME sont vitales pour l'emploi et le commerce extérieur d'un pays. En France les PME sont les premiers employeurs du pays. Selon l'INSEE, les entreprises de moins de 250 salariés représentent 99,8% des entreprises françaises en 2007 (en nombre d'entreprises). Ces PME emploient plus de 89% des salariés (soit plus de 14 millions de personnes). Les grandes entreprises (GE), qui représentent moins de 0,1% du nombre total des entreprises, en emploient près de 11%, soit environ 1,7 mln de personnes. En matière de nouvelles technologies, les PME sont souvent plus réactives que les grandes comptes. Presque toutes les petites et moyennes entreprises ont été informatisées, et par exemple elles introduisent actuellement une technique pour la communication par la voix via l'Internet (Voix sur IP) dans le processus de production. Pourtant, malgré leur supériorité numérique sur les grandes entreprises en France, les PME génèrent un plus petit volume de

PIB. C'est pourquoi dans le but de s'affirmer sur le marché des affaires de façon compétitive, elles ont d'importantes questions à résoudre pour gérer leur développement.

La récente crise économique a été le véritable test pour les petites et moyennes entreprises. A la surprise des économistes, les PME en France ont finalement pas mal résisté à la crise. Les PME ont réagi très vite pour préserver leur rentabilité. Les principaux impacts de la crise économique sur les PME sont la baisse du carnet de commandes et la perte de certains clients. Les grosses PME (de 200 à 249 salariés) sont touchées le plus durement. Malgré la contraction de chiffre d'affaires consécutive à la crise, plusieurs secteurs affichent en effet une bonne rentabilité économique et la rentabilité de l'économie française demeure finalement assez élevée. Ensuite, la crise a été pour bon nombre d'entreprises l'occasion d'augmenter leur productivité en réduisant durablement les effectifs.

A la reprise après la crise, le niveau très faible d'internationalisation des PME françaises est considéré comme l'un des principaux freins. Seulement 14% des chefs d'entreprises dans la France envisagent l'export comme une priorité pour les années à venir. Autre spécificité française, les difficultés d'accès au crédit. Les PME qui lancent de nouveaux projets d'investissement font face aujourd'hui à la réduction des crédits des banques commerciales due à leur manque de liquidités. Donc les PME françaises comptent investir moins que la moyenne européenne.

De plus la majorité des dirigeants de PME pensent conserver leurs effectifs. En France, la reprise économique ne se traduit pas encore sur le marché du travail. Mais l'existence d'amortisseurs

sociaux forts en France contribue par ailleurs à créer un effet «retard» sur l'emploi, c'est-à-dire une reprise moins rapide que chez certains pays plus durement touchés par la crise. Malgré une année de perspectives d'embauches accrues, les perspectives d'embauche des PME ne retrouvent pas les niveaux antérieurs à la crise et semblent avoir atteint une phase de pallier.

Les PME confirment leur rétablissement suite à la crise de 2008 : leur situation s'est améliorée ces derniers mois, et leurs perspectives sont meilleures. La très grande majorité des petites et moyennes entreprises a été impactée par la crise, mais les conséquences n'ont pas forcément été que négatives. Les patrons de PME s'attendent à une sortie de la crise en 2011. Au total, deux tiers des PME ont mis en place ou envisagent une modernisation de leurs méthodes de travail ou de production, un peu plus de la moitié une restructuration ou réorganisation, et un peu moins de la moitié l'élargissement de leur domaine d'activité, l'implantation sur de nouveaux marchés ou un renforcement de leur valeur ajoutée par la technologie et le marketing.

Jusqu'à ce qu'il existe des petites et moyennes entreprises, on peut être assurés que la France ne perdra pas son attirance et son atmosphère particulière. Donc en nous promenant ainsi dans les ruelles de la France nous nous heurterons encore à de petits magasins confortables et jouirons de vin familial.

Les matériels.

L'INSEE <http://www.insee.fr/>

TNS Sofres <http://www.tns-sofres.com/>

France Info <http://www.france-info.com/>

Melchior <http://www.melchior.fr/>

Portail-des-pme <http://portail-des-pme.fr/>

L'ASPECT SOCIAL : IMMIRATION MUSULMAN EN FRANCE

La France est un pays qui joue un rôle essentiel dans le monde entier. En 2010, la France occupait le 5-ème rang mondial pour le PIB d'après le Fonds monétaire international. Ça veut dire que la France a une grande influence sur le trajet du développement à travers le monde.

Dans mon essai je voudrais concentrer des faits multiples sur l'aspect social en France, notamment sur les immigrés des pays musulman. On connaît que la tension entre les Français et les immigrés musulman monte. On connaît que les musulmans s'intègrent le plus difficilement dans la société française. C'est pourquoi je vais principalement parler des problèmes sociales des Français avec les musulmans.

On peut rappeler les émeutes de 2005 dans les banlieues françaises qui ont commencé après la mort de deux adolescents d'origine africaine dans un transformateur alors qu'ils aient été suivis par la police. Le résultat a été que plus de 10 000 véhicules incendiés, des bâtiments publics de première nécessité calcinés, des écoles vandalisées, des passagers d'autobus menacés de mort. On peut se souvenir des conflits associés avec les prières dans la rue ou avec le port des voiles par les femmes musulmanes. Je pense que de tels conflits mènent vers l'instabilité dans la société et peuvent poser un sérieux danger social.

Des gens immigraient en France pendant tout le 20-ème

siècle, mais ce procès est devenue particulièrement apercevable depuis les années 1980 quand beaucoup de gens ont immigré d'anciennes colonies françaises où la situation économique et politique a été vraiment difficile. Ils ont espéré de trouver un emploi en France. En plus, des employeurs français ont aussi cherché à employer des immigrés parce qu'il n'y avait pas assez de main-d'œuvre non spécialisée en France. Il est à noter que beaucoup de ces immigrés venaient des pays musulman.

Ces immigrés n'avaient pas les mêmes droits que les citoyens français. Mais maintenant beaucoup d'eux ont des enfants qui ont la citoyenneté française juste comme ceux des Français qui ont habité la France il y a des siècles. Mais quand même, le mécontentement continue. Pourquoi?

Certaines personnes pensent qu'il n'y a pas assez de chances pour les musulmans. Ils sont rejetés par l'école et par le monde du travail. Par exemple, seulement la moitié des jeunes comme ça sont intégrés et travaillent normalement. Ils sont mécontents, c'est pourquoi ils organisent des manifestations et deviennent souvent délinquants. Les autres considèrent que tous les problèmes des musulmans viennent d'eux-mêmes. En France il existe un bon système de bourses et des allocations pour ceux-ci qui sont au chômage. Ces gens disent que ce sont les musulmans qui ne veulent pas chercher du travail. Ils sont sûrs que la société française doit les aider juste parce qu'ils sont dans une situation désavantageuse à cause de leur origine. Quelque jeunes hommes accusent leurs parents de ne jamais avoir pu leur acheter une mobylette pour qu'ils puissent faire de la moto dans les rues au lieu de chercher du travail car ils sont au chômage.

Ces deux points de vue existent, mais on suggérerait que la deuxième position est plus vraie. En effet, il n'y a pas seulement des immigrés des pays musulman en France. Il y a beaucoup d'immigrés qui viennent des autres pays européens comme l'Espagne ou l'Italie ; des pays de l'Europe de l'Est comme la Tchéquie et de l'Asie (la Chine). Mais on n'entend presque jamais parler des problèmes avec eux.

Pour les musulmans, il est trop important de vivre selon les règles de l'islam. Pour eux, le Coran n'est pas uniquement un livre sacré, c'est un guide de vie. C'est pourquoi quand ils viennent aux autres pays, la plupart d'eux n'est pas prête à changer leur mode de vie pour s'intégrer bien à la société locale. Ils s'intègrent très mal. En France ils continuent à vivre dans la communauté musulman isolé des autres citoyens.

La France a, quand même, déclaré la politique du multiculturalisme au début. Le gouvernement français a espéré que les musulmans seraient capables d'observer les règles de l'islam en observant aussi les traditions et, notamment, les lois français. Malheureusement, ce n'est pas arrivé. Le 10 février 2011 Nicolas Sarkozy a déclaré lors de l'émission « Paroles de Français » sur TF1 que le multiculturalisme était un échec. Il a dit : «on s'est trop préoccupé de l'identité de celui qui arrivait et pas assez de l'identité du pays qui accueillait».

Le 15 septembre 2011 l'Etat a mis fin aux prières de rue à Paris. Maintenant les fidèles musulmans pourront pratiquer leur culte seulement dans des locaux appartenant à l'Etat. Mais quand même, le jour suivant 200 musulmans ont prié dans la rue malgré

l'interdiction. Le 11 avril 2011 la loi interdisant aux femmes de porter le voile intégral islamique est entrée en vigueur en France. Il y avait aussi des problèmes dans le domaine d'éducation. La France est un pays laïque c'est pourquoi il y avait de débats sur le sujet si les filles musulmanes puissent porter le voile islamique à l'école.

On peut se demander si c'est possible de résoudre ce problème. En 2007 Sarkozy a créé le Ministère de l'immigration et de l'identité nationale pour aider les immigrés. En 2010 le gouvernement a décidé d'y investir € 600 m.

Mais il y a un autre aspect à considérer: aujourd'hui 83-88 % des Français se disent catholiques et juste 5-10 % de musulmans. Mais les femmes françaises mettent au monde 1,7 enfants au moyen. Les femmes immigrées – 2,16. Entre les femmes immigrées, les femmes qui viennent de l'Espagne – 1,52; de l'Italie – 1,60 ; de la Turquie – 3,21 ; de l'Algérie 2,57 ; de la Tunisie – 2,9. Si les femmes françaises ne commencent pas à avoir plus d'enfants, on peut supposer que dans l'avenir il y aura plus de musulmans que de catholiques en France, à cause et en conséquence de quoi il serait plus compliqué de garder les lois et les traditions d'origine de la société française. Pour le gouvernement français c'est encore un problème social actuel à résoudre.

Les références

List of countries by GDP (nominal) -

[http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_GDP_\(nominal\)](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_GDP_(nominal))

Emeutes de 2005 dans les banlieues francaises -

http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89meutes_de_2005_dans_les_banlieues_fran%C3%A7aises

Demographics of France -

http://en.wikipedia.org/wiki/Demographics_of_France

Girardet J., Cridlig J.-M. Panorama 2 de la langue française. CLE International, 2001. Enquête dans une banlieue. P. 42-43.

CIA. The World Factbook. Europe: France. Religion //

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/fr.html>

Le multiculturalisme est un «échec», affirme Nicolas Sarkozy //

<http://www.france24.com/fr/20110210-le-multiculturalisme-est-echec-affirme-nicolas-sarkozy>

L'État met fin aux prières de rue à Paris en attribuant un lieu de culte //

<http://www.france24.com/fr/20110915-etat-met-fin-prieres-rue-capitale-paris-laicite-responsables-mosquees-gueant>

Deux cents musulmans prient dans la rue malgré l'interdiction //

<http://www.france24.com/fr/20110916-deux-cents-musulmans-prient-rue-malgre-linterdiction>

L'INFLUENCE DU SECTEUR BANCAIRE EN FRANCE SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE ET SES PROBLÈMES

Dans le monde actuel la France est une puissance économique très bien développée qui occupe la cinquième place par le PIB (Produit intérieur brut) nominal ou la neuvième en Parité de pouvoir d'achat (PPA). Il faut noter que les banques jouent un rôle très important en France, ainsi que dans la vie économique du monde. Aujourd'hui tout le monde parle de la seconde vague de la crise internationale et des problèmes de la zone euro en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie etc qui peuvent aboutir à la débâcle de l'Union Européenne en cas de l'incapacité à régler les économies locales. C'est le secteur bancaire qui peut aider l'économie moderne à éviter les conséquences de la dernière crise mondiale. En ce cas la France doit trouver les nouveaux moyens de la solution des problèmes économiques en utilisant son secteur bancaire bien développé, mais il y a certains problèmes qui mettent obstacle à le faire. C'est pourquoi j'ai choisi ce sujet qui me semble très important et problématique afin d'analyser la situation actuelle pour éviter de futures difficultés éventuelles en perspective.

Le secteur bancaire français a longtemps été caractérisé par sa faible concentration, par une ferme réglementation qui l'encadrerait et par la part importante du secteur public. Cependant cette situation a changé au cours des années 1990 et 2000. Les banques françaises BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole se

placent respectivement aux quatrième, neuvième et dixième places mondiales du secteur en 2009. En ce qui concerne l'économie française, le secteur bancaire emploie plus de 500 000 salariés et est ainsi le 3ème employeur privé de France. Autrement dit, il représente 3,3% de PIB et 1,6% de population active. Depuis quelques années les banques françaises réalisent de bonnes performances, malgré une conjoncture qui n'a pas toujours été favorable. Elles ont su relever plusieurs défis. Elles ont notamment réussi à passer le cap de la désétatisation en réorganisant et en rationalisant leurs activités. Le système bancaire français offre une large ouverture internationale, en particulier européenne, qui se matérialise par l'importance de la présence des établissements de crédit français en Europe, et de nombreux établissements européens en France. Ainsi, il existe 347 implantations françaises en Europe, dans 23 pays de l'EEE (Espace Economique Européen). A l'inverse, les implantations européennes en France sont très importantes et représentent pratiquement 70% d'implantations étrangères totales. Les banques françaises ont une rentabilité qui les place dans la moyenne des banques européennes. La raison de cette situation intermédiaire tient au choix même des banques françaises. Celles-ci combinent les activités de banques de réseaux qui ont, en général, une rentabilité correcte avec des activités de banques de marchés et d'investissements, dont la rentabilité est bonne, mais fluctuante. Les banques françaises se sont également développées dans le reste du monde : aux Etats-Unis, en Europe de l'Est, en Asie et en Amérique Latine. Par exemple, il y a des banques de la Société générale et de BNP Paribas en Russie.

De plus, elles ont assez bien résisté aux nombreuses crises qui ont marqué ces 20 dernières années (récession de 1993, crise en Asie en 1998, désastres immobiliers des années 1990), mais pendant la prochaine crise en 2008 le secteur bancaire s'est heurté aux problèmes graves. BNP Paribas, la Société générale et le Crédit agricole étaient en effet menacées d'une dégradation de leur note de crédit par Moody's parce que la situation boursière ni la crise de la dette dans la zone euro ne s'étaient pas vraiment améliorées. Les banques françaises sont considérées comme fragilisées à court terme, à cause de leur attachement à la dette grecque. Fin 2010, BNP Paribas possédait 5 milliards d'euros de titres de dette souveraine, la Société générale 2,7 milliards, et le Crédit agricole 600 millions. Des titres difficiles à écouler aujourd'hui, du moins rapidement, car un afflux d'obligations grecques sur le marché dépasserait largement la demande et causerait une chute importante de leur valeur, une dégradation de la note des banques aurait pour conséquence à compliquer leurs emprunts sur le marché obligataire en augmentant leurs taux d'intérêts. Dans un scénario des plus pessimistes et pas encore d'actualité, le risque ultime, pour les banques, est de manquer de liquidités au point de faire défaut. Car, si elle perd trop en fiabilité, une banque peut avoir du mal à se financer sur le marché interbancaire, déjà malade depuis la crise de 2008. En plus BNP Paribas, la Société générale et le Crédit agricole possèdent aussi une partie de la dette du Portugal, d'Italie et d'Espagne certes plus solvable, mais aussi beaucoup plus lourde : à titre d'exemple, la BNP possède plus de 24 milliards d'euros de dette italienne. Pour conclure, le système bancaire de la France est dans une

situation compliquée, mais je pense qu'il a tous les moyens pour réussir parce qu'il influe fort sur l'économie mondiale, particulièrement sur l'économie de l'Union Européenne. Globalement, le secteur bancaire en France est dynamique et joue un rôle important dans l'économie française même s'il lui reste des défis à relever, notamment l'accroissement de la concurrence internationale et d'Internet qui oblige à créer de nouveaux services et de nouveaux canaux de distribution.

Сталія

RELAZIONI FRA L'ITALIA E LA RUSSIA

*È ricco chi desidera soltanto ciò che
gli fa veramente piacere.*

Alphonse Karr

A partire dalla mia infanzia sono sempre stata affascinata dall'Italia, questo paese “dolce” da sempre mi attraeva e quando ero piccola non pensavo ad altro che a diventare adulta e andare nel paese dei miei sogni.

Gli anni sono passati, era l'ultimo anno della scuola superiore quando ho deciso di cominciare a studiare l'italiano da sola. Non ho comprato nessun libro e non mi sono neanche iscritta ai corsi: semplicemente ho cominciato ad ascoltare le canzoni italiane e a leggere le parole che pian piano riuscivo a ricordare.

Un anno dopo mi sono trovata all'università a dover scegliere una lingua da studiare. Nonostante in cuor mio volessi continuare ad imparare l'italiano, mi sono iscritta al corso di spagnolo perchè mia madre mi aveva convinto che me quella lingua sarebbe stata la scelta migliore. Però le circostanze si sono combinate così che alla fine sono andata a studiare l'italiano, e penso che sia stato un segno del destino. Allora, parlando della mia scelta, vorrei sottolineare che l'economia internazionale e la lingua italiana sono un'ottima combinazione che mi dà buone prospettive per il futuro.

Prima di tutto, le relazioni fra l'Italia e la Russia sono molto complesse e in gran parte si basano su fattori di carattere sia

economico che storico-ideologico, come la dipendenza energetica dell'Italia e il rapporto personale tra i leader dei suoi paesi. La combinazione di questi fattori porta al fatto che la politica estera italiana è molto sensibile ai tentativi della Russia di ottenere una maggiore influenza politica nell'UE e sostiene gli sforzi della Russia nel contestare gli interessi degli Stati Uniti nel campo della sicurezza in Europa.

Nei rapporti con la Russia, l'energia è la questione più importante, e il desiderio di garantire un approvvigionamento energetico stabile dalla Russia spesso costringe l'Italia a scendere a compromessi su questioni politiche ed economiche.

In secondo luogo, attualmente il turismo russo in Italia si sviluppa in modo vertiginoso; cresce il numero di immobili di lusso che appartengono ai russi. Molta gente comincia a comprare delle ville vicino al mare o delle case nelle città come Roma, Venezia e Milano.

Terzo, dal 1998 al 2007, le esportazioni dall'Italia verso la Russia sono cresciute del 230 per cento, da 2,7 a 9,5 miliardi di euro. Molti uomini d'affari italiani hanno cominciato a considerare la Russia un mercato illimitato che potrebbe sostituire la perdita del ricavo da esportazioni in altre regioni del mondo. Oggi molte aziende italiane lavorano anche in Russia, particolarmente a Mosca, quindi possiamo parlare di rapporti abbastanza stretti fra i due paesi. Queste società creano molti posti di lavoro e quindi una grande richiesta di persone con la conoscenza di lingue straniere, in particolare dell'italiano.

Frequentemente si svolgono delle fiere a cui partecipano varie ditte italiane. Per esempio, sono stata invitata alla fiera dell'industria

tessile che si svolgerà a Mosca fra poco a presentare i prodotti di alcune aziende italiane al pubblico russo. Questo ancora una volta sottolinea il mutuo interessamento dei rappresentanti dell'Italia e della Russia.

È necessario rilevare che ad esempio per gli operatori di alcuni settori, come per esempio la moda, la conoscenza della lingua italiana è tra i requisiti fondamentali. Lo stesso possiamo dire dell'industria agroalimentare o di quella automobilistica.

Tirando le somme vorrei dire che per me la lingua italiana è una cosa molto importante, e spero che l'italiano avrà un ruolo importante nel mio futuro.

L'ECONOMIA DELL'ITALIA È DIVERSA

Quando la gente sente la parola Italia, la maggior parte pensa al Paese della cultura, della musica, della moda, della pizza e del vino. Questo non può essere contestato: il paese è il successore dell'impero romano, ha una storia lunga e ricca ed è un centro di sviluppo culturale. Molti cominciano a imparare la lingua italiana per immergersi nell'atmosfera di questo meraviglioso paese. Solamente pochi cominciano a riflettere che l'Italia è un paese economicamente avanzato con il proprio specifico modello di sviluppo e che assume una posizione di rilievo nell'economia globale. Il paese è membro riconosciuto del G8 e partecipa attivamente al processo europeo. Con il suo grande potenziale, l'Italia si sviluppa costantemente e cerca di individuare i difetti del sistema economico e politico, nonché prende delle misure attive per modernizzare e migliorare queste strutture.

L'economia dell'Italia è diversa da quella delle altre grandi potenze economiche del mondo moderno capitalista. Le aziende di alto livello, la predominanza di piccole e medie imprese ad alto valore aggiunto pro capite sono i tratti più caratteristici dell'economia italiana. Il modello italiano come un caso particolare del modello del Sud Europa si distingue per la prevalenza delle imprese familiari, per l'intervento dello Stato nei processi produttivi, nonché per l'orientamento alle esportazioni del livello medio del settore tecnologico.

Vale la pena notare che la caratteristica principale

dell'economia nazionale è quella di rafforzare il ruolo del governo e della proprietà pubblica nell'economia del Paese. Il governo è un importante agente di relazioni economiche estere e realizza la sua attività economica non solo attraverso la finanza e il diritto, ma anche attraverso l'intervento attivo nello sviluppo delle piccole e medie imprese e l'assistenza finanziaria al Sud. Ultimamente, il governo sta cercando di diffondere la sua influenza in tutto il paese in modo uniforme per non creare un temporaneo "cuscino di sicurezza economica" per il Sud e contribuire allo sviluppo attraverso incentivi ai mercati.

Attualmente, l'economia in Italia sta attraversando gravi difficoltà a causa della crisi finanziaria globale. Lo studio delle caratteristiche delle istituzioni economiche e sociali e dello stato in cui esse si trovano al momento attuale, ci aiuterà a capire meglio la strategia di sviluppo economico del paese, a valutare i metodi e le possibilità di gestione dell'economia nazionale e ad individuare gli aspetti positivi e negativi del sistema. Tale studio potrebbe determinare quali meccanismi economici saranno adatti per la Russia. Dopotutto, è un'occasione unica per impiegare l'esperienza di altri paesi, cercando di migliorare la loro base già formata. Inoltre, la conoscenza del sistema socio-economico del partner è necessaria per lo sviluppo di un commercio favorevole e per le relazioni economiche tra la Russia e l'Italia.

Lo studio della lingua italiana così permette non solo di arricchirsi culturalmente, ma anche di ottenere le prospettive di una partecipazione diretta allo sviluppo della cooperazione commerciale bilaterale tra l'Italia e la Russia. Pertanto, quando tre anni fa ho

dovuto scegliere una lingua straniera, ho fatto la scelta giusta, che mi permetterà di sviluppare ulteriormente le mie conoscenze professionali.

COOPERAZIONE CULTURALE TRA L'ITALIA E LA RUSSIA

Cosa si immagina quando si pensa all'Italia? Il cibo eccellente, il paesaggio meraviglioso, la moda italiana certamente. L'Italia è sinonimo di moda da molti anni. Ma l'Italia non è solo la capitale della moda e del gusto perfetto, è anche il paese che partecipa alla vita politica ed economica del mondo nonostante i suoi problemi. La Federazione Russa amplia la collaborazione con l'Italia, perché dal rafforzamento della collaborazione tra i due paesi può dipendere il posto del nostro Stato nel mondo.

I rapporti tra la Russia e l'Italia sono buoni e amichevoli oggi, e sono strategici e proiettati verso il futuro. I rapporti bilaterali tra i due Stati contribuiscono allo sviluppo politico, economico, culturale, allo sviluppo del commercio, degli investimenti e della ricerca.

Un luminoso esempio di collaborazione tra i due Stati è l'anno della cultura italiana in Russia e della cultura russa in Italia. Nell'ambito di questa iniziativa il governo russo ha organizzato una fiera del libro dove l'Italia era ospite d'onore, per galvanizzare l'attenzione dei cittadini dei due paesi alla letteratura russa ed italiana. Negli ultimi anni la cooperazione culturale tra i nostri paesi è aumentata notevolmente e, come dice il governo russo dopo l'anno della cultura italiana in Russia, questa cooperazione non dovrà mai diminuire. Esiste un supplemento a "La Repubblica" che si chiama "Russia oggi". Questo fatto significa che la Russia e l'Italia cercano di approfondire questioni riguardanti lo sviluppo dei rapporti bilaterali.

L'Italia è uno dei principali partner commerciali della Federazione Russa. L'anno scorso è stato firmato un accordo bilaterale sulla collaborazione economica e culturale fra i nostri paesi. Quest'accordo prevede anche dei rapporti di partenariato strategico nell'ambito dell'ammmodernamento della Russia. I due paesi elaborano vari progetti per favorire l'attività imprenditoriale, la maggior parte dei quali convergono verso un unico fine: lo sviluppo della ricerca. I punti di vista della Russia e dell'Italia coincidono in molti campi. Le visite ufficiali di rappresentanti di vari enti e aziende italiane nel nostro paese diventano sempre più frequenti e spesso portano alla stipulazione di contratti reciprocamente vantaggiosi, come, per esempio, quelli che riguardano la costruzione di nuovi impianti in Russia.

La conoscenza dell'italiano oggi acquisisce una grande importanza. Molti russi cominciano a studiare l'italiano. Alcune scuole in Russia sono addirittura specializzate nell'insegnamento dell'italiano perché, oltre alle ragioni di carattere economico, ci sono altri fattori che attirano le persone. Per esempio, essendo l'Italia un paese ricco di storia e di monumenti antichi, è senz'altro attraente per tutti gli appassionati di storia.

Mi piacerebbe andare a studiare in Italia per migliorare il mio italiano. Poi, mi interessa l'industria della moda, e siccome è uno dei settori economici più sviluppati in Italia, la conoscenza dell'italiano mi può aiutare a fare carriera in questo campo. Per esempio, potrei lavorare in una ditta commerciale che collabora con le case di moda più importanti in Italia. È una grande possibilità di sviluppare quest'industria in Russia. Al giorno d'oggi non tutte le città russe

possono offrire al consumatore locale un'ampia scelta di abbigliamento e di calzature italiane di alta qualità, mentre lo sviluppo di questo settore potrebbe accelerare lo sviluppo generale del commercio in Russia. Le società che si occupano della produzione e della vendita di abiti griffati costituiscono una grande industria che rende molto bene.

Penso che la mia scelta di studiare l'italiano sia stata giusta, perché la conoscenza dell'italiano mi apre molte possibilità nella vita.

LA RUSSIA E L'ITALIA: SEMPRE SU UNA MAPPA DIPLOMATICA

La Russia e l'Italia si sono sempre trovate su una mappa diplomatica

Però nel corso dei secoli le relazioni bilaterali tra l'Italia e la Russia hanno avuto i loro alti e bassi: i rapporti commerciali delle città medievali e l'unione non realizzata tra la chiesa cattolica e la quella ortodossa, l'allacciamento dei rapporti diplomatici durante il regno di Caterina la Grande e la rottura delle relazioni diplomatiche durante la seconda Guerra mondiale... Insomma, la storia di intense interrelazioni tra due paesi non è mai facile.

Oggi ci sono delle ragioni per credere che l'Italia e la Russia stiano attraversando una nuova fase di rapporti che è iniziata probabilmente con la visita del presidente russo V. Putin in Italia nel 2000. Dall'inizio del ventunesimo secolo gli interessi dei due paesi tendono a convergere sempre di più.

Prima di tutto i paesi hanno stretti legami economici. Da una parte l'Italia è il partner commerciale più importante per la Russia dopo la Germania nell'Unione Europea. Dall'altra parte anche la Russia rappresenta il massimo interesse per l'Italia. La Russia è particolarmente apprezzata come un fornitore di energia. Lo sviluppo economico e la sicurezza energetica sono interessi strategici per qualsiasi paese, e questo vale anche e soprattutto per le nostre due nazioni.

E' ben noto che la politica influenza spesso l'economia, perciò

la collaborazione economica non è possibile senza la sicurezza politica. Qui bisogna riconoscere il merito dei sommi esponenti politici di ambedue i paesi che cercano di favorire il rafforzamento dei rapporti bilaterali.

Lo spazio per la cooperazione è illimitato. E' necessario sviluppare i rapporti tra la Russia e l'Italia in modo progressivo, ma questo processo richiede una preventiva programmazione e tecnici competenti che siano in grado di gestire in modo intelligente gli scambi tra le due nazioni, assumendosi la responsabilità del loro futuro. La profonda conoscenza della storia e dell'economia, la capacità di reagire adeguatamente a situazioni inaspettate, l'interesse per il successo del proprio paese sono le caratteristiche indispensabili per gli esperti ai quali sarà affidato questo compito.

Il loro lavoro però è quasi sempre agevolato da un'atmosfera amichevole e dalla voglia di prendere contatto con la nuova Cultura. Gli italiani e i russi hanno, senza ombra di dubbio, caratteri molto compatibili.

Oggi infatti, il fiore, rappresentato dalla relazione tra la Russia e l'Italia, è pronto a sbocciare e tutti coloro i quali oggi studiano la lingua italiana, saranno sicuri protagonisti di questa grande, nuova fioritura culturale e politica.

IL PAESE DEL CALCIO E DI FELLINI

Ho iniziato a studiare l'italiano prima di aver visitato il paese del calcio e di Fellini. Come mai ho scelto proprio questa lingua? Un bel giorno ho cominciato ad interessarmi chi era il produttore dei beni che consumavamo ogni giorno e, per l'esattezza, che cosa non veniva ancora "prodotto in Cina". Così l'estate prima dell'avvio dei miei studi all'università ho appreso che il caffè che bevevo di mattina, il formaggio che aggiungevo alla mia insalata ogni cena, le scarpe che portavo a scuola, il mio preferito cappotto azzurro, le vitamine che la mamma mi dava per migliorare la vista, lo shampoo con cui lavavo i miei capelli, il vino bianco che piaceva tanto al mio babbo, un libro interessantissimo di Umberto Eco sul tavolo nella mia stanza e persino il frigorifero Indesit in cucina, tutti questi oggetti portavano la dicitura "Made in Italy"! Forse c'era un'altra frase ancora, 'prodotto in Italia', ma in quel momento non capivo una parola d'italiano, anzi, di capirlo non ne sognavo neanche!

Ho cominciato a riflettere perché noi, la gente russa, apprendiamo spesso dalla TV, dalla radio o dai quotidiani che l'economia tedesca è fortissima, i nostri progetti congiunti sono fruttuosi, la cooperazione tecnica tra la Russia e gli Stati Uniti è molto intensa; poi magari seguono le notizie sulla Cina onnipresente, sulle fabbriche aeronautiche russe... Per quanto riguarda l'Italia invece si sente ben poco: il problema dell'immondizia a Napoli, le visite d'amicizia del nostro ex-presidente Vladimir Putin alla villa privata del premier italiano Silvio Berlusconi, e niente di più. Il che risulta

davvero sorprendente: non sembra giusto parlare così poco del paese produttore di tanti beni intorno a noi!

In quel momento mi sono ricordata di una citazione del ré Giacomo I d'Inghilterra "Nessuna nuova, buone nuove". Ho capito che l'assenza di spazio nei media non vuol dire l'assenza della collaborazione dei nostri paesi. Ho visitato il sito web ufficiale dell'Ambasciata d'Italia a Mosca e mi ha colpito la quantità dei progetti di cooperazione in ambiti più svariati: la politica, l'economia, la scienza e la cultura. Le imprese russe che hanno dei legami con quelle italiane sono più note di quanto mi aspettassi. Noi tutti conosciamo le marche di abbigliamento e di prodotti di bellezza italiane ma pochi sanno che numerosissime sono anche le iniziative e i progetti congiunti nei settori industriali come quello del gas, per esempio, tra l'ENI e la Gazprom. La Russia e l'Italia collaborano nei settori bancario (il Gruppo Intesa Sanpaolo e l'Unicredit), agroalimentare (si tratta prevalentemente dei latticini, dei dolci, dei vini italiani che il nostro paese importa), automobilistico, farmaceutico ecc.

Inoltre c'è molta cooperazione culturale e nel campo dell'istruzione: esistono dei programmi per tutti quelli che vogliono studiare l'italiano sia in Russia che in Italia e dei programmi simili per gli italiani che si interessano della lingua russa. L'Italia di per sé è una grande opera d'arte ed ovviamente accoglie un gran numero di turisti, tra cui tanti russi.

Quest'anno sono stata una di questi turisti. Ho passato due settimane nel paese la cui lingua studio, ed è stata un'esperienza meravigliosa. Ho appreso che tra i russi e gli italiani non ci sono solo

legami economici, politici e culturali, ma c'è anche qualcosa di simile nel loro spirito, nella loro mente. Il rispetto della famiglia, l'amore per il cibo buono e altre cose rendono gli italiani molto simili a noi russi. Ma ci sono delle cose particolarmente tipiche della gente sia italiana che russa: sono l'ospitalità e la cordialità. Durante il mio soggiorno in Italia non mi sono mai sentita estranea ed è forse stata la cosa che mi ha impressionato di più. Non avevo mai pensato di trovare delle persone così simili a noi in Europa. La mente europea mi sembrava un qualcosa dell'altro mondo, totalmente diversa da quella russa. Ora, dopo il mio primo viaggio nel paese dove tutto è di altissima qualità (dalle ciabatte da mare, dalla frutta e la verdura ai farmaci e alle automobili), sono più che convinta che l'Italia è il Paese con il quale la cooperazione deve crescere ogni giorno diventando sempre più profonda e proficua. Spero che anche il nostro governo condivida la mia opinione. Ed io, a mia volta, vorrei continuare a studiare questa bellissima lingua per contribuire al processo dell'avvicinamento dei nostri popoli e dei nostri paesi perché adesso sono sicura che la scelta di lingua che ho fatto due anni fa è stata giustissima.

Успания

AMÉRICA LATINA EN EL CONTEXTO DE LA CRÍISIS ALIMENTARIA GLOBAL

Según recientes estimaciones demográficas hacia la mitad del siglo XXI la población mundial exederá la marca de 9 billones de seres humanos (1). Unas prediccones alternativas son aún más impresionantes: el modelo matemático de Kapitsa, el cietífico ruso, que se cuadra con las estimaciones por IIASA (International Institute for Applied Systems Analysis), propone el crecimiento de la población hasta 10 biliones hacia el año 2050 con el siguiente estabilización a nivel de 12 biliones después del año 2150 (2).

Hoy día de 7 biliones de la población mundial actual casi un bilión se alimenta insuficientemente o aún sufre de una hambre crónica. Teniendo en cuenta el nivel del desarrollo técnico y económico a principios del siglo XXI, es chocante que 1/7 de la población total no solo esten bajo de linea de la pobreza, sino por más señas, no tengan posibilidad de satisfacer sus necesidades vitales más básicas.

¿Es un fiasco total del sistema economico y un resultado esperado del desarrollo desastrosamente desigual e insostenible o sólo un final inevitable para la humanidad sobrecrecida? Para contestar a esta pregunta es indispensable analizar las causas de la situación actual y estimar las perspectivas, tomando en consideración “la capacidad productiva de la Tierra”. El caso de América Latina en el contexto tanto global como local es un ejemplo más llamativo para ilustrar la esencia del problema y revelar algunos

remedios positivos para el futuro.

Según recientes estimaciones por FAO, la región de América Latina aglutina 53 millones de los desnutridos o 5,7% respecto a todo el mundo. La mayor parte, naturalmente, procede de países menos desarrollados de la región (Bolivia, Haití, República Dominicana, Nicaragua, Guatemala), mientras los más desarrollados Chile, Argentina, Uruguay y Costa Rica y que más Cuba y México, manifiestan los índices de subnutrición muy bajos, comparables con los de países del Norte.

Entre las causas típicas de subnutrición y hambre, que se destacan para la región de América Latina, se destacan altos precios de alimentos más básicos (maíz, arroz, soja y etc.) afectados por desastres naturales y condiciones climáticas infavorables de los últimos años, agricultura subdesarrollada de países más pobres, y adicionalmente debilidad del dólar para los países dependientes de importaciones alimentarias (en mayor parte de EE UU) (3).

Sin embargo, a pesar de problemas mencionados, la región de América Latina engloba un potencial muy alto en materia de producción agrícola. Primero, es una región con condiciones climáticas más favorables para la producción agrícola: la mayor parte de las precipitaciones mundiales, asignadas regularmente durante todo el año, acompañadas por las temperaturas medias anuales alrededor de 20 grados crean condiciones muy ventajosas para unas cuantas cosechas anuales. Pero aquí sólo 13% de las tierras potencialmente arables se usan hoy en día (4), mientras que los territorios con las condiciones climáticas y naturales más

favorables se utilizan de manera muy ineficiente y la productividad en promedio es 10 veces menos que en países desarrollados.

Hoy en día los mayores productores agropecuarios latinoamericanos aportan un poco más del 13% a las exportaciones totales (en comparación con 11% de EEUU) y 11% de la producción total de los alimentos. Es evidente, que con recursos tan abundantes, teniendo en cuenta una creciente inestabilidad de precios y previsible dificultades con abastecimiento en alimentos a nivel mundial debido a:

- creciente población (y esperado un auge demográfico en Africa – la región más problemática en materia de hambre a finales de 2050),

- “revolución de proteínas” en tales países en desarrollo como China,

- creciente demanda de biocombustibles,

- condición desastrosa de la tierra en países desarrollados, que va a llevar al decrecimiento de producción en un futuro muy cercano, y, que más,

- el calentamiento global, que por cierto resultará en aún más inseguridad alimentaria, por aceleración de cambios de tiempo y aumento en número de desastres naturales anuales, crecientes riesgos de sequía, cambio general de las condiciones climáticas acompañadas por baja capacidad de comunidades locales de adaptarse a estos cambios,

es América Latina, la que puede contribuir considerablemente a la lucha global contra la hambre, y sin duda, aprovecharse de la situación, usando sus ventajas comparativas únicas.

Por ejemplo, la experiencia de Cuba y Brasil muestra que la transición a la agricultura sostenible sin perder productividad es posible. Este hecho da esperanza que el mundo sin hambre sea posible aún en condiciones de crecientes limitaciones ecológicas y demográficas de nuestra nueva realidad.

Referencias:

(1) UNCTADStat. Total population, annual, 1950-2100. <http://unctadstat.unctad.org/TableView/tableView.aspx?ReportId=97>

(2) Kapitsa S. P. El modelo del crecimiento de la población global y el futuro previsible de la civilización. 2002. http://www.chronos.msu.ru/RREPORTS/kapitsa_teoría.htm

(3) FAO por América Latina y el Caribe. <http://www.fao.org/isfp/informacion-regional/america-latina-y-el-caribe/es/>

(4) FAO Terrastat <http://www.fao.org/ag/agl/agll/terrastat/>

LA SIGNIFICACIÓN DE CAMPAÑÍAS DE TRANSPORTE ESPAÑOLAS PARA LA UE Y EL IMPACTO DE PROBLEMAS ENERGETICOS Y ECOLOGICOS A LA REGIÓN

En nuestros días, España representa una parte vital de la infraestructura general de Europa. El colaborador principal para España es la Unión Europea. En la Unión cae 75% de las importaciones a España y 63% de exportaciones.

Tales compañías como Iberia, RENFE, Talgo, FEVE, Spanair, Vueling y otros son figuras eminentes en la industria de transporte no sólo de España, sino de Europa. Además de la producción de transportes, las compañías realizan acarreos. Así, en 2009 en total por España se transportaron cerca de 280 millones de toneladas de mercancías. Según el índice anterior las compañías españolas superan Francia, Italia y Reino Unido.

Sin embargo, hay cantidades por las cuales las compañías españolas rezagan en relación con compañías de unos países de la UE. Ante todo, se refiere al transporte de pasajeros y de mercancías por aire. Según Euromonitor International, las compañías españolas en 2009 transportaron sólo 52 millones de personas, mientras que el Reino Unido posee la cantidad dos veces más grande. Sin duda, la crisis de 2008 afectó los precios de petróleo cuya alza llevó al crecimiento de los precios de billetes y resultó en la caída en demanda. A lo largo de 2008 y 2009 Iberia tendía a fusionarse con British Airways para salir de apuros. La fusión tuvo lugar el 8 de abril de 2010. Las compañías crearon un bloque único – International

Airways Group.

Bastante exitosa es la colaboración entre compañías españolas y de otros países en esfera del transporte “verde”. Los trenes AVE sacan el pan de entre las manos de compañías de transporte aéreo, proponiendo confortables trenes y, lo que es más importante, los viajes por el territorio nacional que son mucho más rápidos dentro del país. Se trata del tiempo, que tarda una persona en comprar de billetes, en colas y etc. La compañía RENFE garantiza formalizarlo todo en poco tiempo y que no se necesitan más de 10 minutos para embarcar.

Las compañías españolas han conseguido éxitos considerables en la construcción de trenes de alta velocidad, así como autopistas. Si en Francia se hace hincapie en velocidad, en España - en el confort. RENFE invierte activamente en la esfera de los ferrocarriles de alta velocidad. Según el programa de inversiones 2000-2007 se previó invertir más de 10 mil millones de euros.

El crecimiento del sector de transporte de España tiene ritmos bastante estables. El número de medios de transporte de pasajeros ha aumentado en 4% desde 1990 hasta 2007, se ha duplicado la distancia, recorrida por los automóviles.

El transporte terrestre privado es del 90 % de todo el transporte terrestre de España. En relación a esto, los problemas ecológicos se plantean ante Estado con fuerte agudeza.

En período desde 1990 hasta 2004 los lanzamientos en la atmósfera han crecido a 66 %, y en 20 años este índice se duplicará. Los culpables de la situación dada son, principalmente, los automóviles y los aviones. Y los automóviles llevan la responsables

del 75 % de los lanzamientos.

Según el Protocolo de Kioto, España debe reducir los lanzamientos de CO₂ en 15% durante 2008-2012. Con todo eso, las investigaciones muestran que los lanzamientos hacia 2020 aumentarán en 196 % y compondrán 193 millones de metros cúbicos de gas. A pesar de que las medidas del Estado son de corto plazo, pueden bajar tales externálias como las atascos en las vías, averías, ruido y la contaminación de la atmósfera. La principal de tales medidas – fabricación de motores y automóviles, con menor cantidad de CO₂. Junto a la fabricación y amplio uso de tales medios de locomoción, se puede bajar los lanzamientos en 25 % hacia 2020 que compondrá cerca de 53 millones de metros cúbicos de gas. Uno de los ejemplos de la aplicación de la tecnología dada es la construcción de líneas ferroviarias principales de alta velocidad y fabricación de trenes con menor índice de lanzamientos.

Finalmente, se debe poner en claro que el crecimiento del papel de transporte en España contiene la amenaza ecológica. Sólo una colaboración e intercambio de experiencia y tecnologías mutua llevarán a un efecto positivo. Al mismo tiempo ha de lamentar que la cumbre de Copenhague no haya logrado resultados contrarios de la materia.

RELACIONES ECONÓMICAS ENTRE AMÉRICA LATINA Y LOS ESTADOS UNIDOS

1. Comercio

Historicamente el comercio exterior es la forma principal de cooperación entre América Latina y los Estados Unidos. Para los EEUU países de la región siempre eran un proveedor de materias primas bastante baratas y un mercado de gran escala para bienes de consumo procedentes de los EEUU.

Por eso los Estados Unidos importan principalmente minerales, combustible y productos agropecuarios. En cuanto a los bienes procesados, ascienden solo a un tercio de importación total estadounidense de la región. Eso se debe a que compañías multinacionales de los EEUU no pueden admitir el desarrollo tecnológico de América Latina para que los países de la región sigan siendo solo su suministrador de recursos y no puedan competir con productos de consumo estadounidenses. Tal posición de compañías norteamericanas por un lado lleva a una liberlización significativa del mercado estadounidense para materias primas procedentes de la región, y por otro lado acaba con numerosas barreras tarifarias y no tarifarias para la producción manufacturada de América Latina. Este proteccionismo “selectivo” de los EEUU es un obstáculo para el desarrollo de América Latina.

En cuanto a las exportaciones de los Estados Unidos a la región, comprenden equipos de transporte, máquinas obsoletas

que no gozan demanda en ningún otro país, productos de hierro y acero, y bienes agrícolas.

Claro que las economías de la región más avanzadas no están satisfechas de su papel de suministradores de recursos y por eso ahora están diversificando sus vínculos económicos a países ex-socialistas, Asia, Africa, Europa e intensificando la circulación regional de mercancías.

Los Estados Unidos entienden la importancia de relaciones económicas con América del Sur. Como ven, su influencia en la región está decreciendo por nuevos socios económicos de América Latina enumerados más arriba que se activan en relación a los procesos integradores de la región. La iniciativa principal en este dominio es la creación de Área de Libre Comercio de las Américas (ALCA). Esta idea fue propuesta por los EEUU por primera vez en 1990 pero falló. Las negociaciones se renovaron en los principios del siglo 21 pero volvieron a fracasar. Las razones de su fracaso eran las siguientes:

- Fuerte proteccionismo de los Estados Unidos;
- Libre circulación del dollar en el mercado de ALCA según los EEUU;
- Negación de los resultados de integración regional latinoamericana por los EEUU;
- Intensificación de procesos integradores entre América Latina y la Unión Europea;
- Orientación de los Estados Unidos a la economía de la región asiática.

Otra prueba para las relaciones entre los Estados Unidos y países latinoamericanos fue la crisis económica mundial de 2008. Esta crisis llevó a la caída en comercio afectando las economías latinoamericanas orientadas a la exportación. Los países más afectados fueron los orientados principalmente a su vecino norteamericano. Las economías con vínculos internacionales más diversificados fueron menos afectadas por la crisis.

Para concluir, a pesar de todas las dificultades hay perspectivas muy positivas del desarrollo del comercio entre estas dos regiones. América Latina está progresando, su demanda de productos de mejor calidad y de alta tecnología está creciendo, están mejorando los procesos manufactureros, etc. Pero el futuro de estas relaciones depende mucho de que si los Estados Unidos pueden conceder, en relación a la liberalización, su mercado para productos de diferentes tipos procedentes de América Latina.

2. Inversiones

El aflujo de capitales así como el comercio favorece al progreso de la región. En los años 70 del siglo 20 compañías estadounidenses invertían mucho en la economía latinoamericana: casi 80% de sus inversiones se concentraba en América Latina. Sin embargo, en la actualidad la parte de los Estados Unidos en el aflujo de capitales a la región se ha reducido por la competencia con compañías de la UE, especialmente España, y con las de Asia. Como resultado, ahora los EEUU abastecen 37% del monto de inversiones a América Latina. Los recipientes principales de recursos estadounidenses son Brazil, México, Chile, Colombia,

Argentina y Venezuela.

En cuanto a la especialización sectoral de multinacionales estadounidenses, es la siguiente. El 70% de inversiones directas de los Estados Unidos está dirigido al sector de servicios, sobre todo finanzas, seguro, bienes inmuebles, energía, comercio y telecomunicaciones. Los países obteniendo la mayor parte de capitales al sector terciario son países de MERCOSUR, Panama, Bermudas y Antillas.

El segundo lugar está ocupado por el sector manufacturero incluyendo construcción de maquinaria, industria automovilística, medicina, etc., que equivale a 18%. Los líderes en aflujo de capitales de los Estados Unidos a este sector son Brazil y México.

Y por fin el sector primario recibe sólo 10% de inversiones estadounidenses y está representado por la industria petrolera de Venezuela, Trinidad y Tobago, Islas Bahamas e industria minera de Brazil, México, Chile y Argentina.

Conclusión

En general ambos socios tienen gran importancia uno para el otro. En cuanto a América Latina sus relaciones económicas con los EEUU contribuyen mucho a su desarrollo por medio de nuevos puestos del trabajo, tecnologías modernas, mejor calidad de sus productos. Y para los Estados Unidos esta región es una base estratégica de recursos baratos y un mercado significativo. Sin embargo, hay muchas dificultades y piedras de tropiezo, pero para superarlas los países deben estar dispuestos a ir al compromiso.

SECTOR TURÍSTICO ESPAÑOL ANTE RETOS DEL SIGLO XXI

Turismo ha sido uno de los motores de crecimiento de la economía española desde los años de su Milagro Económico. Para muchos turistas que llegan a España cada día, este país sigue teniendo una imagen de tierra de mar y arena. No es sorprendente, porque el turismo tradicional “de sol y playa” representa el 70% del sector. Sin embargo, por estar el segmento vacacional bien formado ya, existe una amenaza real de estancamiento.

Debido a conflictos bélicos en el norte de África, España ha adquirido nuevos flujos de turistas, aunque esta situación puede cambiarse con rapidez. La oferta turística de esta zona es bastante similar. De un modo o de otro, sí después de la recuperación de estabilidad en la región agencias de viajes bajan los precios, España tendrá que rivalizar por sus visitantes.

Para competir con otros destinos en el mercado internacional agencias turísticas se ven forzadas a mantener precios a nivel bastante bajo ofreciendo a un visitante “un paquete cerrado con un vuelo charter y pensión completa”. Pero países en desarrollo ofrecen paquetes turísticos por precios incluso menores, gracias a menor coste de mano de obra, y España, como un país desarrollado, no puede combatir esta competencia de precios. Con todo eso, sería más razonable diferenciar la gama de servicios para liberarse de masas de turistas con estancias cortas y el gasto promedio bastante bajo, que llenan las ciudades, cambiando su aspecto y elevando

precios de mercancías y vivienda. Ya es hora de orientarse a un turista más sofisticado que gastaría más y estaría en país durante más tiempo. Sin embargo, sería poco probable que al mismo tiempo no exigiera más.

Es conveniente que el país desarrolle distintos segmentos: turismo cultural, rural, de negocios, gastronómico o deportivo. Incluso hoy España puede ofrecer una gran variedad de actividades. El turismo de negocios puede hacerse una palanca para impulsar la diferenciación en el sector. Las ciudades grandes, como Barcelona y Madrid disfrutan del nivel de la infraestructura elevado, hay muchos centros de congresos y exposiciones, salas de convenciones en hoteles grandes.

Además, la evolución del turismo de negocios permite combatir la extrema estacionalidad del sector. El segmento vacacional atrae la mayoría de turistas sólo cuatro meses al año: de junio a septiembre, mientras el segmento de negocios extiende la temporada alta hasta los seis meses: de mayo a octubre.

España ya goza de reconocimiento en el mercado turístico internacional, pero la imagen de marca de España necesita renovación. Pese a la crisis económica España sigue siendo un país avanzado, y lo que es indispensable hoy es crear una imagen de un lugar de negocios, innovación y calidad. España ya ocupa el tercer lugar en el mundo por el número de reuniones (451 congresos internacionales en 2010), con Barcelona como la segunda ciudad mundial, que es un éxito considerable. Y en cuanto al futuro de este segmento, la industria de reuniones sola disfruta de perspectivas de crecimiento en 59%.

Asimismo, a pesar del crecimiento actual, en realidad el sector sufre de imbalances, causados por la asimetría del desarrollo de distintos segmentos. Lo que es necesario es invertir más en I+D y elaborar un nuevo modelo del turismo, a no ser que uno de los sectores principales de economía española suspenda en eficiencia en la lucha internacional por el turista.

Bibliografía

La transformación del sector turístico español. Retos y oportunidades. Pricewaterhouse Coopers S.L., 2008 Fuente: http://www.pwc.es/es_ES/es/sala-prensa/assets/turismo.pdf

Congresos, convenciones e incentivos anuario de hosteltur.com,2012

Fuente:

Estadística de la industria turística en España. Instituto de estudios turísticos Fuente: <http://www.iet.tourspain.es/en-en/estadisticas/fichadecoyuntura/paginas/default.aspx>

José Jiménez, Llorenç Prats El turismo en Cataluña: evolución histórica y retos del futuro

EL POPULISMO EN AMÉRICA LATINA

Lamentablemente, tal fenómeno político y social como el "populismo" jamás ha merecido una atención adecuada en Rusia. En la actualidad, por el fenómeno populista se entiende una forma de la política y de la gobernación que se presenta en los intereses y conflictos de clase. El populismo estuvo más presente, precisamente, en América Latina. Dicho fenómeno existe en esta región desde hace casi un siglo, pero en formas diferentes.

Actualmente, los expertos políticos marcan tres «olas» del populismo en América Latina. La primera «ola» se debe a las actividades de Juan Domingo Perón en Argentina, Lázaro Cárdenas en México y Getulio Vargas en Brasil. La segunda «ola» se refiere a la política del Alberto Fujimori (Perú) y Carlos Menem (Argentina). La tercera «ola» recide en el fenómeno de por qué en los últimos años el problema del populismo ha sido más relevante— está representada por líderes políticos modernos: Hugo Chávez en Venezuela; el presidente de Bolivia, Evo Morales, y el ex presidente de Argentina, Néstor Kirchner y su esposa y actual presidenta, Cristina Kirchner. Cabe señalar que los regímenes populistas más recientes de América Latina son más bien izquierdistas. La razón reside en el hecho de que el modelo neoliberal de desarrollo no correspondió a las expectativas de los años 90 del siglo pasado.

Y, ¿cuáles son los rasgos del llamado "populismo latinoamericano"? En otros países, este concepto se asocia con un líder fuerte y decidido o, simplemente, personalista y muchas veces

con un fuerte componente hereditario en la manera de traspaso del poder. A menudo, se refiere al autoritarismo: la limitación de algunas instituciones políticas, del sistema de frenos y contrapesos y de la separación de poderes.

Sin embargo, hay otros rasgos que son perceptibles en los países de América Latina: en primer lugar, es el deseo de unir a la sociedad, por un lado, y separar una clase o grupo indeseable, por el otro. Este enfoque sugiere que es posible que la nueva élite encuentre un "grupo anti-patriótico", al que se pueda responsabilizar por los fallos y errores en la política y la economía. De este modo, a lo largo de la historia, el populismo ha luchado contra la oligarquía, y Perón, Cárdenas y Vargas lucharon contra la "injusticia" en el personas de los terratenientes, banqueros, industriales y trataron de incluir los otros segmentos de la población en la vida política. Actualmente, estos métodos se utilizan, por ejemplo, en la política que lleva a cabo por los Kirchner en Argentina, donde la polarización ha alcanzado su máximo grado. En segundo lugar, hay un intento de convencer a la gente de que la oposición es insignificante o peligrosa. Las medidas varían desde limitar las actividades de la oposición hasta reducir al mínimo el efecto de las acciones no deseables para el gobierno, lo que iguala las actividades de oposición al terrorismo. Finalmente, en tercer lugar, el populismo latinoamericano se manifiesta en la política clientelista y de carácter corporativo.

Respecto a los aspectos económicos, la primera ola de populismo fue asociada con los procesos de urbanización e industrialización; ésta sirvió de equivalente para el desarrollo

económico. Asimismo, los populistas intentaron cambiar radicalmente el *status quo*, donde la élite oligárquica había monopolizado las materias primas y agrícolas. Para este propósito, fueron creadas “desde arriba” diversas instituciones sociales, como los sindicatos y demás organizaciones.

En lo que respecta a nuestro país, actualmente en los medios de comunicación se hace referencia a un “populismo” de Vladimir Putin. De hecho, si tomamos en cuenta las declaraciones del primer ministro y lo que hay anteriormente, se puede concluir que hay similitud de las características del populismo actual de Rusia y América Latina. No me atrevería a insistir en que el régimen actual de Rusia sea un régimen populista, pero hay rasgos que pueden compararse en gran medida con las características de los populismos latinoamericanos.

Referencias:

1. «Метаморфозы. Популизм возвращается?» Альваро Варгас Льоса \\ *Россия в глобальной политике*, Апрель, 2006, стр. 106-116
2. «Это сладкое и страшное слово популизм» Н. М. Яковлева \\ *Латинская Америка*, №10, Октябрь 2011, стр. 98-103
3. «Популизм как социально-политическое явление и его новое звучание» Т.Ю. Русакова \\ *Латинская Америка*, №11, Ноябрь 2006, стр. 65-76
4. “El populismo en América Latina” William Elvis Plata Quezada

5. "Putin, nacionalismo y populismo" Daniel Pérez del
Castillo\\La Gaceta, 24 Февраль 2012

Германия

WER PROFITIERT VON DER WIRTSCHAFTSMACHT DEUTSCHLAND?

Dieses Essay erörtert die heutzutage häufig gestellte Frage, ob Deutschland für alle zahlt. Wenn man diese Frage aufwirft, denkt man, in erster Linie, darüber nach, für wen Deutschland zahlt und warum es das macht. Auf diese Fragen möchte ich eingehen.

Einleitend möchte ich Deutschland als führende Macht in der Europäischen Union behandeln. Es steht einwandfrei fest, dass Deutschland mit weitem Abstand der größte Nettozahler der EU ist. Deutschland zahlt einen Löwenanteil der EU-Hilfen an höchstverschuldete Länder wie Griechenland.

An dieser Stelle sei die Frage berührt, ob es sich für Deutschland lohnt, Hauptsponsor der EU zu sein. Es gibt Beweise dafür, dass Deutschland von der EU in solchem Maße profitiert, das Deutschlands Kosten überschreitet. Da die deutsche Wirtschaft auf Exporten angewiesen ist, sind die wirtschaftlichen Effekte des Binnenmarkts nicht zu unterschätzen. EU-Länder stellen für Deutschland wichtigste Vertriebsmärkte dar, was einen rasanten Sprung der deutschen Exporte nach der Erweiterung der Union ermöglichte. Es lässt sich also feststellen, dass während Deutschland für Pleitestaaten zahlt, bekommt es auch wesentliche Profite von der Integration und der gemeinsamen Währung.

Weitere Empfänger der deutschen Gelder sind Entwicklungsländer. Deutschland übernimmt einen Großteil der Hilfen. Denen vom Entwicklungsministerium erklärten Zielen

zufolge, engagiert sich Deutschland für die Bekämpfung der Armut, für Frieden und Demokratie in den Entwicklungsländern. Um die Frage anzustreifen, was dieses Engagement Deutschland bringt, möchte ich folgendes Beispiel anführen. Im Februar 2011 wurde in Kenia unter der Schirmherrschaft des deutschen Entwicklungsministeriums ein mit der Solarenergie verbundenes Projekt umgesetzt. Erfüllt wurde der Auftrag von einem deutschen Unternehmen, Energiebau Solarstromsysteme GmbH. Dank der Entwicklungszusammenarbeit hat das Unternehmen einen neuen Markt erschlossen und Profite gezogen. Daraus ergibt sich, dass die Entwicklungshilfe unter anderem darauf ausgerichtet ist, dass deutsche Unternehmen davon profitieren können und sich das von Deutschland gezahlte Geld lohnt.

Ferner möchte ich mein Essay der Tatsache widmen, dass Deutschland für internationale Studierende sowie für die Verbreitung und Beherrschung der Deutschen Sprache zahlt. Als Beispiel sei die weltweit größte Förderorganisation, der Deutscher Akademischer Austauschdienst, dessen Budget überwiegend aus Bundesmitteln stammt, erwähnt. Weiteres Beispiel ist das international agierendes Goethe Institut. Zudem möchte ich mich auf meine eigene Erfahrung beziehen und Deutsches Sprachdiplom der Kultusministerkonferenz, das ich abgelegt habe, anführen. Die Vorbereitung auf das Diplom wird an deutschen Auslandsschulen organisiert und von Deutschland finanziert. Wovon lässt sich Deutschland leiten, wenn es so viel Geld für die oben genannten Zwecke ausgibt? Meines Erachtens, ist Deutschland darauf gezielt, vom wissenschaftlichen und interkulturellen Austausch zu profitieren

und seine Wettbewerbsfähigkeit in der langen Frist zu sichern, was hoch einzuschätzen ist.

Des Weiteren möchte ich hervorheben, dass Deutschland das Geld aus moralischen Gründen zahlt. Um diese These durch Beispiele zu stützen, möchte ich das vom Konrad Adenauer und David Ben Gurion 1952 unterzeichnetes „Wiedergutmachungsabkommen“ anbringen, dem zufolge, sich Deutschland verpflichtet hat, das Geld an Israel zu zahlen, um die Überlebenden und Flüchtlinge zu unterstützen. Bei der Hilfe Deutschlands für Israel handelt es sich nicht nur um Tätigkeiten auf der Regierungsebene, sondern auch um die Wohltätigkeitsaktivitäten einfacher Bundesbürger in Israel, die sich dafür einsetzen, dem Land, das viel gelitten hat, zu helfen.

Wenn man die in diesem Essay erläuterten Beispiele abschließend im Zusammenhang betrachtet, stellt man fest, dass Deutschland in der Tat an viele Länder und an viele Leute zahlt. Die Gründe dafür sind unterschiedlich. Einerseits, lohnt sich das Geld, weil Deutschland selbst daraus Nutzen zieht, indem seine Unternehmen und Bürger davon profitieren. Andererseits, seien die Wohltätigkeitsaktivitäten Deutschlands und seiner Bürger betont. In beiden Fällen erweist sich Deutschland als ein zu respektierendes Land.

MIGRATIONSPROZESSE IM MODERNEN DEUTSCHLAND

Ein- und Auswanderung. Gleichviel, ob es uns gefällt oder nicht, muss es zugegeben werden, dass diese Prozesse zur modernen Welt gehören. Aber was haben sie mit Deutschland zu tun?

Es ist kein Geheimnis, dass die Menschen Entwicklungsländer verlassen, um einen Job im Ausland zu bekommen. Häufig wählen Migranten die USA oder die Länder der Europäischen Union, weil dort das Lohnniveau höher ist. So können sie leben und das Geld ihren Familien, die in der Heimat geblieben sind, schicken. In Deutschland ist es auch sehr verbreitet. Die Einwanderer wurden von den Deutschen zwar nicht herzlich willkommen geheißen, aber sie sind nötig für deutsche Wirtschaft: Sie machen Arbeit, die kein Deutscher machen will. Während die deutschen Bürger mit abgeschlossener Hochschulausbildung als Ingenieure, Rechtsanwälte und Manager arbeiten, bekommen die Migranten im Servicebereich geringbezahlte Stellen. Deswegen können wir sagen, dass Deutschland ein Einreiseland ist.

Es gibt aber auch eine andere Tendenz. Sie ist nicht so auffallend, dennoch von einer sehr großen Bedeutung. Ich meine die Ausreise der Deutschen. Heutzutage, in den Zeiten der Globalisierung, eröffnen sich vor den jungen Spezialisten neue Möglichkeiten. Jetzt haben die Jobsuchenden freien Zutritt zum internationalen Arbeitsmarkt. Und die Unternehmen aller Welt

stehen miteinander in Konkurrenz, d.h. alle wollen die erfahrensten, kompetentesten und ausgebildetesten Mitarbeiter bekommen. Leider gewinnt Deutschland in diesem Kampf nicht immer die Oberhand. Ziemlich oft können andere Länder, im Besonderen die USA, bessere Arbeitsbedingungen bieten. Aus diesem Grund verlassen die Menschen das Land und heute fehlen in Deutschland Fachleute moderner Branchen. Aber das ist nicht das einzige Ergebnis dieses Prozesses. Die zweite und, meiner Meinung nach, eine sehr gefährliche Folge ist, dass Auswanderung Immigration fördert. Die Ausländer bekommen Arbeitsstellen, die die Deutschen aufgeben. Es ist einem geschlossenen Kreis ähnlich.

Also, was gibt es jetzt in Deutschland, Ein- oder Auswanderung? Meine Antwort ist: Beides. Und ich bin der Meinung, das sind Probleme, die dringend gelöst werden müssen. Ich glaube nicht, dass Migration gestoppt werden muss, nein, das ist schon unumkehrbar. Aber die Regierung Deutschlands sollte beschließen, was sie fördern will und was nicht, und wie es kontrolliert werden kann. Ich schlage es vor, das Motto „Deutschland ist kein Einwanderungsland“ durch „Deutschland ist kein Auswanderungsland“ zu ersetzen. Zuerst ist es nötig, den Brain-Drain anzuhalten. Und erst danach sich mit der Einwanderung zu beschäftigen. Die Erhöhung der Attraktivität von den Arbeitsbedingungen in Deutschland für die hochqualifizierten Arbeitskräfte kann helfen, Auswanderung zu verringern. Und um die sozialen Spannungen, die mit den Einwanderern verbunden sind, zu mildern, sollte die Regierung Sozialausgaben reduzieren. Diese Maßnahme verscheucht unfleißige Arbeiter, und dann würden die

Bürger nicht denken, dass die Zugereisten auf fremde Kosten leben wollen. Ich verstehe, dass in Wirklichkeit das alles nicht so leicht erfüllbar ist, aber ich bin sicher, es lohnt sich.

EINWANDERUNGSLAND OHNE EINWANDERUNGSLUST

„Die Integration der Menschen mit Migrationshintergrund ist für Deutschland eine Schlüsselaufgabe. Unser Zusammenleben soll von Respekt, gegenseitigem Vertrauen, von Zusammengehörigkeitsgefühl und gemeinsamer Verantwortung geprägt sein. Wir wollen Mitbürgerinnen und Mitbürger aus Zuwandererfamilien alle Chancen eines weltoffenen Landes eröffnen und ihre gesellschaftliche, wirtschaftliche und kulturelle Teilhabe ermöglichen. Wir erwarten in gleicher Weise die Aufnahmebereitschaft der deutschen Gesellschaft und die Integrationsbereitschaft der Zuwanderer“. Diese Aussage steht im Koalitionsvertrag zwischen der CDU, der CSU und der FDP fest, was zweifellos darauf hinweist, dass dieses Thema für die Deutschen besonders aktuell geworden ist. Deutschland war nie ein Monokulturstaat, aber in den letzten Jahrzehnten hat man begonnen die Bundesrepublik weitaus öfter mit klassischen Einwanderungsländern wie Kanada oder Australien zu vergleichen, was die Popularität bei Migranten anbelangt.

Diese Popularität wirkt sich aber auch negativ aus. Während die soeben genannten Staaten klassische Beispiele von Einwanderungsstaaten darstellen, trat Deutschland den Reihen dieser Länder sozusagen ungewollt bei. Die schwierige demographische Lage, die durch objektive Veränderungen im Gefüge der postindustriellen Gesellschaft bedingt wird, macht die

Zuwanderung arbeits- und fertilitätsfreudiger Bevölkerung aus anderen Staaten notwendig. Die Zuwanderer finden sich zwar, allerdings erfüllen sie nicht immer die für sie vom deutschen Sozialstaat vorgesehenen Aufgaben.

Die eigentlichen Probleme bestehen nicht so sehr im Bereich der Zuwanderung als solchen, sondern im Bereich der Integration der Zuwanderer in die deutsche Gesellschaft. Zweifelsohne ist es alles andere als einfach effektive Mechanismen auszuarbeiten, um die Zuwanderer mit der Sprache, der Kultur und dem Lebenswandel des Einwanderungslandes bekannt zu machen. Dadurch wird aber auch die Integration der Migranten in das Wirtschaftsleben Deutschlands schwierig, denn die Sozialleistungen ermöglichen weitaus höheren Lebensstandard als man es im Ursprungsland von staatlicher Seite jemals erwarten könnte. Die Rede ist natürlich in erster Linie von moslemischer Bevölkerung, dazu kommen auch die unterschiedlichen Weltbilder, die die kulturellen Unterschiede nur vergrößern.

Die gesamte Schuld darf man aber nicht den Zuwanderern aufbürden. Ich möchte hierbei meine Ausführungen mit einem Beispiel unterstützen: an dem Sprachkurs, den meine nach Deutschland ausgewanderte Cousine besuchte, nahmen vorwiegend Einwanderer aus der Türkei teil. Der gesamte Unterricht erfolgte ausschließlich in deutscher Sprache. Dieser Umstand löste bei Teilnehmern mit schwachen bis sehr schwachen Deutschkenntnissen starken Stress aus. Im Ergebnis schafften es nicht alle die Sprach- und Adaptationsprüfung zu bestehen. Da aber die Hälfte der Kursgebühr nur im Falle des erfolgreichen

Kursabschlusses rückerstattet wird, entschlossen sich viele den Kurs gar nicht zu wiederholen. Angesichts der Modalitäten erscheint mir dieser Umstand nicht weiter verwunderlich. Es ist fast ein Jahr vergangen, seitdem die Kanzlerin Angela Merkel Multikulti für gescheitert erklärt hatte. Das bedeutet aber, dass es neuer Prinzipien, Herangehensweise und Methoden im Bereich der Migrationspolitik bedarf. Es wäre womöglich an der Zeit auf Thilo Sarrazin zu hören. Obwohl viele Vorschläge seines skandalumwitterten Buches zu kategorisch formuliert sind, ermöglichten sie dennoch die Probleme offen anzusprechen.

Deutschland steht in vielerlei Hinsicht an der Schwelle der Veränderungen, denn das Modell der sozialen Marktwirtschaft schafft es anscheinend nicht allen gegenwärtigen Herausforderungen gerecht zu werden. Das Problem der Migration stellt eine dieser Herausforderungen dar.

WAS IST NOCH DEUTSCH IN DEUTSCHLAND?

In aller Munde sind deutsche Autos, deutsche Qualität und deutsches Bier. Und hat jemand nachgedacht, was noch deutsch in Deutschland ist?

Es ist nicht so leicht, eine Antwort auf diese Frage zu finden, dafür muss man in erster Linie nicht Industrie und Wirtschaft, sondern soziale und geistliche Aspekte betrachten. Ausgerechnet damit werde ich anfangen. Es ist mir immer interessant, eine neue Kultur, neue Traditionen, neue Mentalität kennen zu lernen, und besonders die des Landes, mit dem man sein zukünftiges Schicksal verbinden will.

Betrachten wir die scharf ausgeprägten Charakterzüge, die den Deutschen eigen sind. Erstens ist das Pedanterie. Man kann nicht umhin, sie zu erwähnen, indem man über Deutschland spricht. Das Streben, alles in Ordnung zu bringen und organisierter zu machen, kann manchmal übertrieben sein. Aber ich halte dieses Merkmal nicht für negativ, weil es nichts Schlechtes in der redlichen Ausübung der Pflichten, Exaktheit und Verantwortung gibt.

Zweitens sind die Deutschen große Romantiker, die die Schönheit der Natur stundenlang bewundern können, seien es Tiere, Blumen oder sternereicher Nachthimmel. Es verschlägt einem wirklich den Atem beim Anblick der gepflegten deutschen Parks und Gärten, der unglaublichen Anzahl von Blumen.

Ein tiefes Gefühl des Patriotismus ist auch bemerkenswert.

Der Stolz, deutsche Bürger zu sein, vereinigt alle Deutschen, sie ehren die Talente ihrer Landsleute, wie z. B. Hegel, Schiller, Goethe.

Man kann die deutsche Wirtschaft nicht unbeachtet lassen. Sie wird durch hohes Entwicklungstempo gekennzeichnet. Wodurch lässt sich das erklären? Das ist darauf zurückzuführen, dass Deutschland als EU-Mitgliedsstaat eine große Anzahl der Waren ins Ausland exportiert. Ich möchte nicht die Automobilindustrie Deutschlands erwähnen, obwohl solche Konzerne wie Volkswagen, Opel, BMW in den meisten Ländern der Welt bekannt sind, sondern mehr auf Leicht-, Chemie- und Elektronikindustrie achten. Selbst im Alltagsleben stoßen wir ständig auf deutsche Produkte. Nehmen wir, zum Beispiel, Arzneien. Wie viele von Ihren Medikamenten sind in Deutschland hergestellt? Ich glaube, viele davon, und das ist kein Wunder. Die Zentrale eines der größten pharmazeutischen Konzerne Bayer befindet sich in Deutschland. Wenn wir die Firma BASF betrachten, ist sie anerkannt weltweit führend im Bereich der Chemieindustrie. In ihr Angebotsportfolio werden Erdöl, Gas eingeschlossen. Und die Firma ist auch der deutschen Herkunft. Jeder von uns hatte wenigstens einmal einen Sportanzug an, und in meisten Fällen war das Adidas. Diese Firma, die 1949 gegründet wurde, fährt bis heute fort, uns mit ihren Produkten zu freuen.

Auch bei der Wahl zwischen japanischer und deutscher Elektronik werden sich mehrere in Europa für die deutsche Technik entscheiden. Die Unternehmen Bosch und Siemens sind sehr zuverlässig.

Trotz der positiven Einschätzung des Obengenannten muss man die Probleme berücksichtigen, die mit dem sogenannten Verlust

der nationalen Identität Deutschlands verbunden sind. Woran ist das zu erkennen? Man kann ziemlich viele Beispiele anführen. Das wichtigste davon ist wohl das Problem der Auswanderer. In jedem Land gibt es einen gewissen Anteil von Migranten, aber in Deutschland beginnt dieser Prozess über das übliche Maß weit hinauszugehen. Qualifizierte Spezialisten mit einem hohen beruflichen Niveau verlassen das Land, und statt ihrer kommen unqualifizierte Arbeitskräfte aus GUS-Ländern und der Türkei. Als Folge steigt das Niveau der Arbeitslosigkeit und Kriminalität. Es werden immer weniger berufstätige Stammdeutsche von Jahr zu Jahr.

Das Deutsche, was es in Deutschen gibt, ist gerade das, was sie von Kindheit an einsaugen, und zwar Geist, Mentalität und Bräuche. Von Generation zu Generation werden solche Charakterzüge wie Pedanterie, Pünktlichkeit und Patriotismus weitergegeben. Und ich finde das sehr gut, weil das Land ihr Antlitz nicht verliert und sich selbst treu bleibt. Deutschland entwickelt sich, Fortschritt geht vorwärts, und das lässt Deutschland eines der hochentwickeltesten Länder der EU und der Welt bleiben und dabei die nationalen Züge an allem zu behalten.

HEIMAT OHNE GRENZEN

Also, Deutschland. Das Traumland von vielen unseren Mitbürgern. Als in den 90er Jahren des letzten Jahrhunderts eine Migrationswelle ethnischer Deutscher in die Bundesrepublik begann, wurden sie von vielen unwillkürlich beneidet. Das „richtige“, saubere, gesetzestreue Land zog einen nicht nur durch das hohe Lebensniveau an, sondern auch durch Stabilität und Ordnung – genau durch das, was unseren Bürgern in jenen unruhigen Jahren fehlte. Die Erwartungen der Einwanderer waren hoch. Die meisten waren sich doch nicht über alle Nachteile des Wohnsitzwechsels im Klaren. Als Ergebnis gibt es heutzutage in Deutschland mehr als zweieinhalb Millionen russischsprachige Einwanderer. Und die Bundesrepublik ist nicht nur für ehemalige Sowjetbürger anziehend: Polen, Jugoslawen, Italiener und Leute anderer Nationalitäten lassen sich gern in den deutschen Ländern nieder. Und natürlich Türken, deren Bevölkerungszahl unter allen Immigranten am höchsten ist.

Wo es Migranten gibt, gibt es dort auch die damit verbundenen Probleme, und Deutschland ist, bei all seiner Vorausplanung, keine Ausnahme. Es ist gut, wenn die Einwanderer sich integrieren oder assimilieren wollen, das heißt, wenn sie bereit sind, die Kultur zu übernehmen, Gesetze zu befolgen und Traditionen zu respektieren. Es handelt sich um die Mehrheit von Polen, Jugoslawen, russischsprachigen Migranten, insbesondere wenn die Rede von ethnischen Deutschen ist. Wenn sie trotzdem keine „echten

Deutschen“ werden, können ihre Kinder diese Aufgabe erfüllen. Aber leider wird Deutschland nur zu einem bequemen Platz mit guter Sozialfürsorge vor allem für Muslime, die sich eine ganz andere Parallelwelt einrichten und meistens unter sich bleiben. Die türkische Gemeinschaft lebt nach ihren eigenen Werten, die für sie oft eine größere Rolle als die deutschen Normen spielen. Nicht alle sprechen fließend Deutsch, die Kinder haben oft Probleme in der Schule mitzukommen. Dies führt dazu, dass nur einige eine gute Ausbildungsstelle finden können. Einerseits ist es nicht so schlimm, weil das Land auch ungelernete Arbeitskräfte braucht, aber nicht so viel! Es kam schon dazu, dass die Anzahl der türkischsprachigen Schüler in eigenen modernen Schulen fast 80% beträgt. Und das kann zu einer Verschlechterung der Ausbildungsmöglichkeiten führen.

Aber was ganz merkwürdig ist, dass die Deutschen selbst massenhaft aus dem Geburtsland auswandern. Sie werden von der Schweiz, Kanada, Neuseeland, Australien, den USA angezogen. Nach der Statistik zu urteilen, fahren die ethnischen Deutschen aller Altersgruppen weg: Rentner – weil sie sich Abwechslung verschaffen wollen; die Jugendlichen – weil sie denken, dass es unmöglich ist, sich daheim zu realisieren; wohlhabende Geschäftsleute – weil sie die steuerlichen Belastungen für sehr groß halten; gewöhnliche Menschen – weil ihnen nicht alle Reformen gefallen. Das alles betrifft die ethnischen Deutschen. Aber daneben gibt es eine Welle von Rückkehrern – der Menschen, die zuerst nach Deutschland einwanderten, sich dort aber nicht eingewöhnen konnten.

Die Statistik ist unerbittlich: im Jahre 2003 gab es 133 Tausend ausgewanderte Deutsche, 2009 – 155 Tausend. Und wenn man bedenkt, dass die Geburtenrate in Deutschland und in ganz Europa Jahr für Jahr abnimmt, sollte einen der oben erwähnte Prozentsatz von Fremdsprachigen in den Schulen nicht mehr überraschen.

Meiner Meinung nach handelt es sich nicht um hohe Steuern und andere materielle Faktoren. Deutschlands Unglück ist das Unglück ganz Europas und wird zu einem Unglück Russlands. Das Problem ist der Verlust der Identität, Verlust des besonderen Gefühls, dass dieses Land das Vaterland und das Land der Nachkommenschaft ist. Natürlich haben Integrationsprozess, Vereinigung Europas und Globalisierung ihre eigenen, wägbaren Vorteile. Andererseits verlieren die Menschen ihr eigenes Selbstbewusstsein, ihre Besonderheiten, ihre Kultur und das Pflichtgefühl für die Heimat. Wir werden „Bürger des Universums“, es ist egal, wo wir wohnen – wenn es nur bequem ist! Das ist ein typischer Zug der Konsumgesellschaft: man will nur für sich leben und alles nur für sich machen. Ist nicht so schlimm? Kaum. Das kann zu nichts Gutem führen. Der Mensch ist ein Sozialwesen, er muss hilfreich sein. Schließlich überleben nur solidarische Nationen.

IST DEUTSCHLAND BEREIT FÜR ALLE ZU ZAHLEN?

*Europa ist, wenn Deutschland zahlt
und alle anderen profitieren*

Zahlt Deutschland für alle? Eine komische Frage, würde man normalerweise sagen. Natürlich sorgt Deutschland durch die Bundesregierung, die Bundesministerien und Amtspersonen der höchsten Ebene für seine Bevölkerung, Gäste des Landes und alle anderen, die Not leiden, falls es möglich und legal ist. Deutschland soll es einfach machen, da die Bundesrepublik zu einem Vorbild des wirtschaftlich und politisch effektiven Wohlfahrtsstaates werden will. Aber was bedeutet dieses Streben in der Tat? Heute leben gut 82 Millionen Menschen in der Bundesrepublik. Als Steuerzahler kann man nur einen Teil von denen betrachten, während gerade Steuerzahlungen es ermöglichen, Sozialvorsorge zu gewährleisten und tolle Rahmenbedingungen in der Wirtschaft und in der Politik zu schaffen.

Eigentlich ist Deutschland für viele Ausländer ein Traumland: hohes Lebensniveau, gute Sozialleistungen, ein modernisiertes Wirtschaftssystem und ein gesundes politisches Klima. Aber das alles sieht man von außen, und von innen kann die Situation ganz anders sein. Je mehr Menschen Sozialleistungen beziehen, desto mehr Steuer- und Soziallasten muss ein Deutscher tragen, was in der Epoche der alternden Gesellschaft keine erwünschte

Erscheinung ist. Eine entwickelte soziale Marktwirtschaft befürworten viele, aber wirtschaftlich gesehen macht man sich Sorgen um seine eigenen Angelegenheiten. Das Gute für alle? Ja, bitte. Aber um welchen Preis?

Hier verschiebt sich die Betonung zu dem wirtschaftlichen Gebiet. Deutschland ist zurzeit kein Vorreiter der weltweiten Wirtschaftsentwicklung, weil es von einer vorwärtsdrängenden wirtschaftlichen Entwicklung und den Exportaktivitäten von China schon gedrängt wurde. In Europa gibt es heute eine ziemlich weit verbreitete Meinung, dass die EU der Bundesrepublik Geld kostet, viel Geld sogar. Einerseits ist die europäische wirtschaftliche Integration eine Möglichkeit für alle, dank deren jeder Staat „etwas“ gewinnen kann. Andererseits agiert Deutschland seit langem als der größte Nettozahler der EU, überweist jährlich Milliarden Euro nach Brüssel für verschiedene gemeinsame europäische Projekte und Förderprogramme. Im Laufe der letzten Jahre war diese Situation ganz gewöhnlich, aber angespannte Weltwirtschaftslage und negative Weltmarktkonjunktur belasteten die Lokomotive Europas, und seit kurzem soll die Bundesrepublik nicht mehr nur spanische Bauern füttern und portugiesische Autobahnen finanzieren, sondern auch noch griechische und irische Haushaltspolitiker belohnen - statt sie zu effizienten Sparprogrammen aufzufordern. Die in den letzten Jahren auch von Deutschland geschaffene finanzielle Weltarchitektur erzittert heute vor großen Schocks und steht vor immensen Herausforderungen. Probleme der europäischen Währung und riesengroßen Staatsschulden der Eurozone-Mitglieder; Flüchtlinge aus arabischen und afrikanischen Staaten

und politische Skandale wie der Fall von Karl-Theodor zu Guttenberg – das alles führte zu einer neuen öffentlichen Meinung, dazu, dass die Zeit der deutschen Freigebigkeit in der Vergangenheit bleiben muss.

Die Situation hat sich rasant geändert. Deutschland ist nicht länger bereit, für alle zu zahlen. Das hat zur Folge, dass jeder Staat (auf der politischen Bühne) und jeder Mensch (auf dem Mikroniveau) Selbsthilfe anstreben muss. Deutschland will nicht und soll nicht für die komplette EU-Pleite zahlen. Hilfe? Ja. Ratschläge? Ja. Vernunftsgemäße gemeinsame Projekte? Ja. Rahmenbedingungen? Ja. Aber keine Wohltätigkeit. Das ist die Wahl, die man für die Zukunft macht, ob Deutschland ein „Zahler-für alle“ sein soll. Jeder wählt eine eigene Richtung. Dabei muss man sich daran erinnern, dass die Welt sich immer verändert, und alte Modelle und Strategien damit koordiniert sein sollen, um moderne Herausforderungen zu bewältigen. Deutschland soll für die Deutschen, das Deutsche, die deutsche Kultur und die Freunde von Deutschland leben. Und vor kurzem hat sich das Land entschieden.

GESCHEITERTES “MULTIKULTI” – ODER WO STECKT DAS PROBLEM?

Ist Deutschland ein multikulturelles Land? Bestimmt ja. Zurzeit wird es doch viel diskutiert, welche Konsequenzen es für Deutschland hat. Es gibt keine Übereinstimmung unter Politikern, ob es weiter entwickelt werden muss, dass viele Leute mit Migrationshintergrund ganz ruhig in Deutschland leben und verschiedene Unterstützungen vom Staat bekommen können.

Viele Menschen in Deutschland sind der Nazigeschichte sozusagen schuldig. Obwohl es schon lange her ist, sind die Deutschen sicher, wenn sie etwas gegen Migration sagen, werden sie sofort verurteilt. Ich bin sicher, es ist auf keinen Fall der Fall.

Die Europäische Union ist für Migranten attraktiv, hier finden viele Menschen Möglichkeiten, sich auszubilden, gute Arbeit zu finden und höhere Lebensstandards für ihre Familien zu sichern. Besonders anziehend ist in diesem Sinn Deutschland, das politische und wirtschaftliche Herz Europas. Für viele Nationen ist dieser soziale Staat ein Traum. Im Vergleich zu anderen Ländern (sogar zu Russland) setzt die Regierung Deutschlands Prioritäten, dass die Bevölkerung zufrieden ist. Das betrifft unter anderem Sozialhilfe, Sicherung menschlicher Rechte, wirtschaftliche Stabilität und vieles andere, das heißt die Menschen sind im Mittelpunkt aller getroffenen Maßnahmen.

Meiner Meinung nach ist es ganz normal, wenn die Einwohner des Landes diese staatliche Unterstützung benutzen, weil sie in

diesem Land geboren und erzogen sind. Wenn aber Ausländer nichts zur Wirtschaft des Landes beitragen und überhaupt nicht versuchen, irgendwie die Kultur des neuen Landes zu erkennen und sich damit zu verschwägern, dann ist es überhaupt eine andere Situation. Das Hauptproblem ist, dass die meisten Migranten mit dem Leben in ihrem Staat aus irgendeinem Grund unzufrieden sind, normalerweise sind das wirtschaftliche Gründe, zum Beispiel hohe Arbeitslosigkeit, schlechte Lebensstandards, niedrige Löhne und so weiter. Sie können als Migranten in Deutschland sogar mehr Geld bekommen, wenn sie nicht arbeiten, als wenn sie in ihrem Heimatland arbeitstätig sind. Mit anderen Worten haben Migranten keinen Anreiz, im Ausland etwas zu machen, sondern nur belasten sie die Wirtschaft und geben das Geld der Steuerzahler aus.

Der erste Mensch, der in Deutschland angefangen hat, darüber ganz offen zu sprechen, ist Thilo Sarrazin. Sein Buch „Deutschland schafft sich ab“, das im Jahre 2010 veröffentlicht wurde, ist ein brisantes Thema für Massenmedien. Seine Thesen über Migranten lösen heftige Diskussionen weltweit aus. Dies wurde auch in seiner eigenen Partei (SPD) viel diskutiert. Viele Parteimitglieder treten gegen seine Position auf. Sarrazin fordert finanzielle Sanktionen, wenn sich die Migranten nicht integrieren wollen. Er behauptet auch, dass das Kernproblem nicht religiöser, sondern sozialer Natur ist. Was besonders dreist ist, dass er die ganze Religionsgemeinschaft (die Muslime) als wertlos definiert und sagt, dass sie im wirtschaftlichen Sinn zu wenig abwerfen und inakzeptabel sind.

Ehrlich gesagt stimme ich ihm zu. Obwohl viele Menschen

glauben, wenn es um Politik geht, muss man zweimal berücksichtigen, was man sagt, glaube ich, es wurde schon viel gesagt und nichts gemacht. Es liegt auf der Hand, dass Rederei zwecklos ist. Es ist die Zeit, wirksame Maßnahmen zu treffen. Und um das zu schaffen, muss man zuerst akzeptieren, dass Probleme wirklich existieren, und darüber offen sprechen.

Migrationspolitik ist einer der wichtigsten Bereiche in Politik Deutschlands. Aber wie ich schon gesagt habe, sieht es so aus, dass die deutschen Politiker davor Angst haben, ihre Meinungen zum Ausdruck zu bringen, deshalb sind alle Maßnahmen so lausig. Sogar die Deutschen haben sich schon daran gewöhnt, dass ihre Kultur fest mit anderen Kulturen verbunden und damit bereichert wird. Aber wenn dieser Einfluss negativ ist, kann man sich empören.

Es ist das Recht jeder Gesellschaft, selbst zu entscheiden, wen sie aufnehmen will, und jedes Land hat das Recht, dabei auf die Wahrung seiner Kultur und seiner Traditionen zu achten. Auch in Deutschland und Europa sind solche Überlegungen legitim, und sie werden ja auch zunehmend angestellt. Für mich persönlich ist es wichtig, dass Deutschland seine Identität mit deutscher Sprache und deutschen Traditionen enthält und gewährleistet.

Mogireva Aliya

SOLL DEUTSCHLAND FÜR ALLE ZAHLEN?

Die letzten drei Jahre erlebt die Welt die Euro-Krise, unter der natürlich die EU am meisten gelitten hat. Viele Euro-Länder sind verschuldet, die meisten fühlen sich von den Spätfolgen der Weltwirtschaftskrise betroffen. Was gibt es zu machen, um die Pleitekandidaten vor dem Bankrott zu retten, und wer soll das tun?

Werfen wir einen kurzen Blick auf die finanziellen Konstellationen innerhalb der EU. Wer bezahlt und wer profitiert davon? Statistik nach Zahlen insgesamt zwölf der 27 EU-Staaten höhere Beiträge ein, als sie aus dem EU-Haushalt als Agrarsubventionen, Forschungsförderung usw. zurückbekommen. Den größten Nettobeitrag zum Haushalt der EU leistet Deutschland, danach ist Frankreich der größte Zahler. Alle anderen Länder erhalten mehr Geld, als sie beisteuern. Zu den Ländern, die am meisten von der EU profitieren, gehören vor allem Griechenland, dann Polen, Spanien, Italien und Portugal (PIGS). Um es deutlicher darzulegen, zahlt Deutschland pro Jahr EUR 164 Mrd. in die EU. Im Gegenzug erhält Deutschland jährlich EUR 78 Mrd. So sieht man, dass ohne Deutschland und vielleicht auch Frankreich die EU nicht funktionieren würde.

Wodurch ist ein solches Streben nach der Hilfe den so genannten PIGS-Staaten bedingt? Es gibt ja viele Argumente gegen eine so freigebige Finanzpolitik Deutschlands, die wichtigsten und die aktuellsten davon versuche ich zusammenzufassen. Erstens, der Notfall in PIGS-Staaten betrifft zweifellos das ganze Europa. Trotzdem muss die deutsche Regierung sorgfältiger über Finanzen

disponieren, sonst kann Deutschland auf ihren Platz hingeraten.

Zweitens, sollte Deutschland zunächst die eigenen Probleme lösen, anstatt anderen Ländern zu helfen. Meiner Meinung nach gibt es aber bedeutsamere Argumente, die solche Ausgaben Deutschlands erklären. Wenn man Griechenland nicht hilft, sinkt der Wert des Euro, das schadet nicht nur Nettoempfängern, sondern der gesamten deutschen Wirtschaft und somit allen Deutschen. Dabei erlaubt das Wirtschaftssystem den großen und starken Ländern der EU, kleinere und weniger entwickelte Länder ohne große Anstrengungen mit Geld zu versorgen. Dazu treten fast alle Länder (vielleicht außer England) für die Politik „des vereinten Europas um jeden Preis“ ein. Deshalb möchte ich betonen, dass die politischen Ideale „des vereinten Europas“ und europäische Werte eine sehr große Rolle spielen. Solche Ausgaben Deutschlands zeigen, dass es bereit ist, alte Traditionen und Werte zum Opfer zu bringen. Schließlich ist das keine Wohltätigkeit. Die größten Unternehmen in Deutschland bekommen dadurch ja eine große Chance, neue Märkte und Loyalität der neuen Kunden zu gewinnen.

Zusammengefasst, zahlt Deutschland wirklich für viele EU-Länder. Aber ganz offensichtlich ist, dass seine Handlungen politisch bedingt und gerechtfertigt sind. Wie ich schon erwähnt habe, ist das deutsche Wirtschaftssystem stark, so gelingt es der deutschen Regierung, die bisherigen EU-Durchschnittswerte wieder zu erreichen, ohne dem Land Schaden zu bringen.

WAS GEHÖRT HEUTE ZUR DEUTSCHEN IDENTITÄT?

„Merkel erklärt Multikulti für gescheitert“, – stand in mehreren Zeitungstiteln die sensationelle Aussage der deutschen Kanzlerin. Eine dringende Notwendigkeit der Zuwanderungsdebatte in Deutschland wurde auf der höchsten politischen Ebene anerkannt. Seit dieser Zeit steht die Integration von Migranten im Mittelpunkt der öffentlichen Diskussion, leider aber, mit keinem erfolgreichen Ende in Sicht. Die Regierung befürwortet mehr Druck gegenüber "integrationsunwilligen" Migranten, die Bürger „mit dem Migrationshintergrund“ sprechen über beleidigenden und diskriminierenden Charakter der Diskussion und der Rest der deutschen Gesellschaft fürchtet die Überlastung der deutschen Sozialversicherungssysteme und den Abbau von Arbeitsplätzen.

Niemand verdeutlicht aber, was man genau von den Migranten in Deutschland erwartet: gute Sprachkenntnisse? Achtung des Gesetzes? Aktive Berufsausübung statt Nutzung der staatlichen Unterstützung? Alle diese Forderungen scheinen mehr als begründet zu sein, zwei letztere sind aber für jeden Bürger der Gesellschaft genau so gültig. Und die erste ist dann die Frage der Zeit und der staatlichen Politik. Warum bleibt doch die Diskussion so scharf?

Vielleicht ist die Frage der Integration viel tiefgründiger? Erwarten die Deutschen von den Zuwanderern das Festhalten an gemeinsamen Werten? Wenn wir so die Frage stellen werden,

müssen wir schon die Grundlagen der deutschen nationalen Identität studieren, derselben Identität, die sich sehr oft hinter den „gemeinsamen christlichen Werten“ versteckt. Und dort erwarten uns ziemlich überraschende Ergebnisse: laut den letzten empirischen Studien der Identity Foundation (Duesseldorf) ist das nationale Bewusstsein von Deutschen bis jetzt stark durch die traumhaften Ereignisse des 20. Jahrhunderts beeinflusst, „was es schwer macht, eine übergeordnete gemeinsame Idee zu bilden“. So bleibt die deutsche Identität widersprüchlich, zersplittert und dabei auch sehr praktisch verstanden: man schätzt besonderes Fleißigkeit der Nation, Qualität der deutschen Produktion, Leistungen der Wirtschaft oder Sozialsicherheitssysteme.

Das Problem besteht aber darin, dass so eine Situation zur Inflexibilität der Gesellschaft führt, die ihre neuen Mitglieder mit „anderem kulturellen Hintergrund“ nicht wirklich integrieren kann und zur „gemütlichen“ Isolation tendiert. Wie kann man den Migranten deutsche Werte beibringen, wenn das Volk selbst kein ausgeprägtes nationales Bild beherrscht? Oder wie kann die Gesellschaft notwendige Reformen durchführen, wenn selbst die Identität der Nation auf so eine praktische Sache wie das Wirtschafts- oder Sozialsystem aufgebaut ist?

So scheint das Problem der Migranten nur der Gipfel des Eisberges zu sein. Und dabei steht wiederum die Frage: Was ist noch deutsch in Deutschland?

WIE “DEUTSCH“ IST NOCH DEUTSCHLAND?

Was ist eigentlich deutsch? Das Wort „deutsch“ gehört zu derselben Familiengruppe wie „deutlich“. Die Etymologie trifft absolut zu: alles Deutsche ist ganz klar und einfach, Deutsche sind durchaus ordentlich und pünktlich, Wirtschaft und Politik Deutschlands sind stabil und sicher genug.

Ist es bis jetzt so „deutlich“ in Deutschland? Ist die Bevölkerung Deutschlands noch deutsch? Nein, natürlich nicht. Jeder erinnert sich an die Multikulti-Gesellschaft, an die zahllosen Ausländer und vor allem an die Türken. Der deutsche Fußballpromi türkischer Herkunft Mesut Özil ist heutzutage ein Traum aller Mädchen von 10 bis 16 Jahren. Kaya Yanar, auch ein deutscher Türke, wurde als der beste Komödiant des Lands anerkannt. Türken, Italiener, Polen, Portugiesen und Griechen sind jetzt die verbreitetsten Minderheiten in Deutschland. Manchmal sehen Deutsche als eine Minderheit in ihrem Heimatland aus.

Meine persönliche Erfahrung in Deutschland hat das völlig bestätigt. Als eine Teilnehmerin an dem internationalen Sommerkurs habe ich einen Monat in einer bayrischen Kleinstadt verbracht. Gerade am ersten Tag wollten wir wie alle normalen Studenten etwas zum Essen finden, und alle Cafés, die wir gefunden haben, waren türkisch. Es gab nicht nur türkische Döner Kebabs, sondern auch eine türkische Pizza und türkische Eiscafés. Es muss darauf hingewiesen werden, dass die Türken dort ein ganz gutes Deutsch gesprochen haben – ihr Deutsch war viel besser als unser Deutsch,

Deutsch der zukünftigen Spezialisten in internationalen Beziehungen, Linguisten und Dolmetscher. Weiter war es noch interessanter: der Nachname meiner Deutschlehrerin, die Muttersprachlerin war, war Dombrowski (sie hat einen Polen geheiratet). Aus unseren 3 Tutorinnen war nur eine die richtige Deutsche. Eine andere war zur Hälfte Französin, die dritte – zur Hälfte Engländerin. Ferner hatte eine spanische Studentin fast keine Möglichkeit Deutsch zu üben: sie hat immer und überall Spanier getroffen. In einem typischen bayrischen Restaurant war der Kellner Slowake und er war mit dem Bruder von der Kursteilnehmerin aus der Slowakei bekannt. So bin ich mit der echten Multikulti-Gesellschaft in der ganz provinziellen Stadt mit 13 000 Einwohnern bekannt geworden. Bleiben die „neuen Deutschen“ so ordentlich und pünktlich, wie wir im Ausland denken? Fleiß, Disziplin, Arbeitsfähigkeit sind als typisch deutsche Tugenden bekannt. Außerdem gilt Deutschland durch seine Kultur als das Land der Dichter und Denker. Aber entspricht die Tugend „Strebsamkeit“ der modernen Generation, die feiert, reist, erholt sich nicht schlechter als Italiener und Russen? Und was würde Goethe zum modernen Fernsehprogramm und neuen deutschen Filmen sagen? Jugendliche Deutsche sind der Jugend anderer Länder ganz ähnlich. Was ist die Ursache – Globalisierung, der Einfluss von den USA und ihren Werten, oder die Welle von Einwanderern, die zu verschiedenen Kulturen gehören, - ist schon eine andere Frage.

Noch ein Stolz von Deutschen ist die deutsche Sprache. Aber sie hat auch viele Veränderungen erlebt. Abgesehen davon, dass es bis jetzt viel Unklares mit der alten und neuen Rechtschreibung gibt,

bleibt Hochdeutsch in Deutschland gar nicht die am häufigsten gesprochene Sprache. Sächsisch, Schwäbisch, Bayerisch sind nur einige von der Vielfalt der deutschen Dialekte. „Die deutsche Sprache gibt es nicht mehr. Es gibt nur Dialekte, deren Vertreter unterschiedlich vehement von sich behaupten, die einzig wahre Sprache Deutschlands zu sprechen“ – so definiert eine lustige Web-Seite Stupidedia den Begriff „die deutsche Sprache“. Aus meiner Erfahrung gibt es keine Zweifel daran. Mit dem Taxifahrer habe ich dieses Thema besprochen. „Ja, Bayrisch ist eine ganz andere Sprache. – hat er gesagt und dann hinzufügt: Gökldgklt Idgjo Idjgie. Haben Sie mich verstanden? – Nein. – Das war Bayrisch“. Der Einfluss des Englischen lässt sich auch auf die deutsche Sprache nicht übersehen: Meeting statt Treffen, Shopping statt Einkaufen, Jogging statt Laufen - jetzt benutzen alle diese Anglizismen.

Dieser Prozess spiegelt die ganze Situation mit „dem Deutschen“ in Deutschland wider. Es bleibt immer weniger nationale Besonderheiten, Deutschland wird immer internationaler. Eine Mischung aus Englisch, Deutsch (inklusive verschiedene Dialekte) und Türkisch, aus Amerikanischer Kultur und Deutschen Tugenden schafft das neue Bild von Deutschland, das gar nicht „deutlich“ ist.

DAS GROßZÜGIGE DEUTSCHLAND

Deutschland war eines der Gründer der Europäischen Union und bis jetzt bleibt es nicht nur die treibende Kraft, sondern auch die größte Wirtschaft der Europäischen Gemeinschaft. Einerseits ermöglicht diese Rolle über die wichtigsten Entwicklungsrichtungen zu entscheiden, andererseits erlegt sie Deutschland große Verpflichtungen auf. Besonders klar kann man es heute, während der Finanzkrise, verstehen.

Letzte eineinhalb Jahre kann man eine Epopöe mit übermäßigen Schulden einiger Europäischer Länder beobachten. Diese Länder, nämlich Griechenland, Irland und Portugal können selbst ihre Schulden nicht tilgen und wenden sich an andere Länder Europas mit einer Bitte um Hilfe.

Heutzutage gibt es keine genauen Vorschriften, was man in dieser Situation machen soll, aber die Europäische Union entschied durch die Euro-Stabilitätsfonds (EFSF) die Pleitenkandidaten zu retten. Es lohnt sich zu erwähnen, dass der Beitrag Deutschlands in EFSF der größte ist und mehr als ein Viertel ausmacht, deshalb spielt seine Meinung die Schlüsselrolle beim Entscheidungstreffen.

Im Prinzip, konnte die Regierung Deutschlands die gesellschaftliche Meinung, die in diesem Betreff sehr negativ ist, in Rücksicht nehmen und den Bitteren absagen. Deutschland hat aber das Jawort und das Geld gegeben; die Situation hat sich aber noch einige Male wiederholt. Und was macht Deutschland jetzt? Trotz aller Einwände ist Deutschland bereit, die Eurozone zu retten und

dabei niemanden raus zu lassen. Die Reden der Bundeskanzlerin sind sehr optimistisch, sie sagt, dass Griechenland noch Geld bekommen könnte, wenn es dem Rettungsplan folge.

Hier taucht eine Frage auf: "was will Deutschland selbst?". Eigentlich ist es viel leichter zu antworten, was Deutschland bestimmt nicht will: keine Umwandlung der EU, keine Auflösung des Euros und keine europäischen Staatsanleihen, die sogenannten Euro-Bonds. Das alles ist wirtschaftlich richtig. Ich bin aber überzeugt, dass die deutsche Regierung sich nicht nur von Gedanken an Gewinn leiten lässt.

Deutschland ist durch sein soziales Wirtschaftssystem weltbekannt und diese Ideen werden nicht nur auf die Stammbevölkerung verbreitet. Deutschland sorgt für viele Fremde, die Beistand brauchen. Dabei gibt es viele Wohlfahrtseinrichtungen, die Leuten in der ganzen Welt helfen und die staatlich nicht unterstützt werden.

Ich kann aus eigener Erfahrung Beispiele anführen. Meine Heimatstadt liegt im Westen Russlands und sie wurde 1986 durch die Tschernobyl-Katastrophe geschädigt. Die Deutschen waren damals die ersten, wer Hilfe gebracht hat. Sie haben ein Rehabilitationszentrum für Kinder mit zerebraler Kinderlähmung gegründet, sie unterstützen Krankenhäuser Geburtskliniken. Sie versorgten arme Familien mit humanitärer Hilfe und jeden Sommer konnten viele Kinder in deutschen Familien ein paar Monate Genesungsurlaub verbringen. Das ist nur ein Beispiel und in Deutschland gibt es viele solche Organisationen.

Manchmal wird die deutsche Großzügigkeit sowohl von

anderen Staaten, als auch von Deutschen selbst kritisiert, weil es eine Art der Leute gibt, die solche Hilfe missbrauchen und als Gelegenheit auf fremde Kosten zu leben benutzen.

Ich persönlich finde diese Eigenschaft der deutschen Mentalität bestimmt gut. Politiker übertreiben aber manchmal mit Wohltätigkeit und ziehen öffentliche Meinung nicht in Betracht. Das zeigt sich zum Beispiel in weicher Migrationspolitik und jetzt Griechenland betreffend. Es wäre viel besser für alle, wenn Politiker ein bisschen pragmatischer wären. Deutschland ist doch ein Leiter der EU und von seinen Entscheidungen sind noch viele andere Länder abhängig.

DAS XXI. JAHRHUNDERT: NEUES DEUTSCHLAND?

Meiner Meinung nach gibt es keine bestimmte Antwort auf diese Frage. Nicht nur einfache Deutsche, sondern auch bekannte Politiker, die nicht die letzte Rolle im politischen Leben Deutschlands spielen, können nicht darauf antworten.

Zuerst waren es Aussiedler aus Territorien von Tschechoslowakei, Polen und aus dem ehemaligen Königsberg. Viele Deutsche sollten ihre Häuser verlassen (manchmal wurden zwangsläufige Maßnahmen und Gewalt eingesetzt). In beiden deutschen Staaten fanden sie neue Heimat. Aber es war bestimmt nicht genug. Für Spezialisten, die in Deutschland arbeiten wollten, wurden besondere Bedingungen geschaffen. Es war ziemlich leicht ein Arbeitsvisum zu bekommen. Damit fing alles an. Zuerst kamen Italiener. Italien litt unter beträchtlicher Arbeitslosigkeit. Und die italienische Regierung unterzeichnete 1958 mit den deutschen Kollegen einen Vertrag, durch die die Einwanderung leichter wurde. Heutzutage wohnen in Deutschland ca. 550 Tsd. Bürger mit dem italienischen Hintergrund. Aber ohne sie gäbe es in Deutschland nicht so viele Italienische Cafés, wo man eine Pizza oder Eis wie in Italien essen, und echtes italienisches Kaffee trinken kann. Danach kam die zweite Migrationswelle aus Jugoslawien. Vielleicht waren die Hauptgründe dafür die Politik der jugoslawischen Führung und sehr komplizierte wirtschaftliche Situation. Außerdem zogen Ende der 90-er Jahre Tausende Menschen wegen des Krieges in das

bessere Land.

Aber wenn man über den Krach der Integration der Auswanderer spricht, geht es normalerweise um türkische Einwanderer. In Deutschland wohnen etwa 1,7 Mio. Bürger aus der Türkei und außerdem noch 700 Tsd. deutsche Bürger mit dem türkischen Hintergrund. In einigen Gebieten von Berlin, Frankfurt und München beträgt die Anzahl der Einwanderer etwa 30-40%. Es gibt auch einige Schulen, wo dieser Anteil knapp 90% ist. Sie können aber fast nicht Deutsch sprechen und wollen sogar auf Türkisch lernen.

Aber meiner Meinung nach liegt das Hauptproblem im kulturellen Bereich. Die Geschichte der Menschheit kennt tausende Beispiele, wenn die Einmischung von einer überhaupt anderen Kultur zu einer negativen Wahrnehmung dieser Kultur führte. Und neue Teilnehmer der Gesellschaft (sozusagen „Gäste“) fühlen immer dieses fast unbewusste Verhalten von Einwohnern. Das ist der Hauptgrund dafür, dass es komplizierter für Türken ist als für alle Anderen sich in eine andere Gesellschaft zu integrieren. Deswegen spielen die Türkei und Werte der islamischen Kultur für junge deutsche Bürger mit dem Migrationshintergrund wichtigere Rolle als gewöhnliche europäische Werte. In Berlin und in München kann man öfter eine Frau im Kopftuch bemerken als in Istanbul. Das ist fast eine europäische Stadt und nach den Reformen von Kemal Atatürk spielt Islam nur die zweite Geige im politischen und wirtschaftlichen Leben. Wenn man einen Türken, der seit seinem Geburt in Deutschland lebt, fragt: „Wer bist du?“, wird die erste Antwort sein: Ich bin Muslim, danach: Ich bin Türke und nur dann: ich

bin Deutscher. Leider sind die Ideen von dem muslimischen Fundamentalismus unter jungen Menschen (aber auch in vielen europäischen Ländern) populär. Allein mit der Idee von „Jihad“ haben sie doch keine theologische Ausbildung und überhaupt undeutliche Vorstellungen über den Islam als solchen. Meiner Meinung nach haben alle diese und Tausende andere Probleme in der deutschen Gesellschaft (mit dem Krach von der Multikulturpolitik) psychologische und kulturelle Gründe.

Aber zugleich gibt es in allen westlichen Ländern erfolgreiche Beispiele der Integration von den Ausländern. Auch in Deutschland gibt es erfolgreich integrierte Menschen mit Migrationshintergrund. Sie beherrschen die deutsche Sprache perfekt (manchmal sogar besser als Deutsche), kennen und lieben deutsche Kultur und schätzen die Möglichkeit hier zu arbeiten oder zu studieren. Sie wohnen in einem fremden Land, aber zugleich sind sie bereit nach seinen Regeln zu spielen, damit es nicht mehr fremd wäre.

Das Problem der Immigration ist auch für Deutschland akut. Die Bevölkerung Deutschlands wird alt. Und daneben wandern junge Menschen, die perfekte Ausbildung erworben und eine hochbezahlte Arbeit bekommen haben, in die USA aus. Den Prozess nennt man Abwanderung. Nach der Meinung der Jugendlichen ist ein Job in den USA der beste Abschluss eines Aufstiegs. Da gibt es Tausende Aufstiegsmöglichkeiten und für einen jungen Spezialisten und für einen erfahrenen Lehrer oder Geschäftsmann. Deutschland und die USA haben in den verschiedenen Perioden der Geschichte einen bemerkbaren Einfluss aufeinander ausgeübt. Jetzt wählen viele deutsche Bürger die USA als die zweite Heimat.

Schließlich ist es wichtig zu betonen, dass es fast in jedem europäischen Staat heute demographische Probleme gibt. Ohne Migration aus den asiatischen und afrikanischen Ländern ist es unmöglich das Problem der Alterung und Veränderung in der Struktur der Bevölkerung zu lösen. Heute ist die Frage: was ist der Deutsche? – immer wichtiger. Ist er derjenige, der deutsche Staatsangehörigkeit hat, oder derjenige, der der deutschen Kultur angehört und Deutsch spricht? Vielleicht gibt es nur eine Lösung dieser Zivilisationskrise. Wie es von Goethe gesagt wurde: Es gib nur eine Sache, die wichtiger als die Liebe zur Heimat ist – das ist die Liebe zur Menschheit.

WARUM ZAHLT DEUTSCHLAND FÜR ALLE?

Deutschland ist ganz aus Widersprüchen gebildet. Die deutsche Mentalität schließt solche Eigenschaften ein, die überhaupt nicht zueinander passen. Zum Beispiel haben die Deutschen es gern, Sport zu treiben und im allgemeinen gesund zu leben, während die deutsche Spezialität Bratwurst und Bier ist. Ähnlich geht es bei dem Sinn für Humor, Politik und endlich Verhältnis zum Geld. Hier handelt es sich um das Dilemma zwischen den weiten Pläne und der überflüssigen Sparsamkeit. Wegen des Ersten muss Deutschland viel zahlen, und das Zweite kreuzt die Pläne durch.

Die Deutschen machen nichts ohne Ziel. So zahlt Deutschland zu einem bestimmten Zweck. Die Bundesrepublik war ein Gläubiger der Sowjetunion in den Perestroika-Zeiten. Auf diese Weise war die DDR einfach „gekauft“. Nach dem Mauerfall gelingt es jedoch den östlichen Ländern nicht, mit westlichen mitzukommen. Sowieso setzt Deutschland fort. Es wurde zum Anreger der europäischen Einigung und zur Hauptquelle der Finanzierung. Die Integration scheint eine lukrative Einlage zu sein: gerade Deutschland profitiert von der Einheitswährung und von dem offenen Markt am meisten. Kaum bewährt sich die rasche EU-Erweiterung: viele Länder entsprechen den Beitrittskriterien nicht: Haushaltsdefizite sind mehr als 3% und Staatschulden mehr als 60% von BIP. Im Ergebnis sind die EU-Länder über die Ohren in Schulden. Jedoch eilt Deutschland nicht,

den Regeln zu folgen. Der EU-Leiter kann einige Bonusse genießen. Zugleich muss die Regierung für Schwächung des Euro, wachsende Arbeitslosigkeit und sinkendes Vertrauen der Bevölkerung einen hohen Preis zahlen.

Wollen die Bürger zahlen? Der Staat fragt nicht, er greift in die Tasche des Volks, um alle zu unterstützen. Aber 80% der Deutschen würden keinen Euro für die Rettung Griechenlands geben. Das ist klar, denn die Staatsausgaben werden zu Lasten der Mittelschicht am meisten gehen. Bekannt ist, dass die Steuern fast eine Hälfte des Haushaltseinkommens kosten. Ein Deutscher verdient im Durchschnitt €1300, und nach allen Abzügen kriegt man nicht so viel. Obwohl sich die Deutschen teure Autos und Möbel gönnen, zwingt sie das Steuersystem, sparsam zu sein. Deshalb müssen sie oft entscheiden, ob 100 Gramm Käse für €1,59 oder €1,65 zu kaufen. Wieder stößt man auf deutsche Widersprüche.

Und das ist kein Ende der Geschichte: die Bürger sind an Zuschüsse gewohnt. Die soziale Marktwirtschaft wurde von L.Erhard als System ausgearbeitet, das Hilfe zur Selbsthilfe leisten würde. Um sein Driftausfall zu verstehen, soll man sich an Geschichte erinnern. Die Sozialaufwendungen wurden wegen des Wettbewerbs zwischen der BRD und der DDR graduell erhöht, damit Ostdeutsche bewusst wurden, dass alles im Westen gedeiht. Als das Ziel erreicht wurde, galt und gilt es als unmöglich, Subventionen zu verringern, denn die Politik würde die Wählerschaft verlieren. Darum führt man die verschwenderische Sozialpolitik durch: z.B., Arbeitslosengeld wurde um €5 vergrößert - nicht so schrecklich, aber wenn man die Summe mit der Zahl der Arbeitslosen multipliziert, dann erwecken €15 Mio.

beträchtlichen Eindruck.

Doch ist das Problem nicht nur von interparteilicher Konkurrenz und deutschen Gewohnheiten geprägt. Das Sozialwesen hilft kaum einem Menschen, wieder ins Geschäft zu kommen. Es ergibt sich, dass zu viele Leute oder falsche Leute das allgemeine Wohl ausnutzen. Z.B. könnte die Liste der Medizindienstleistungen durch staatliche Krankenkassen abgekürzt werden, denn viele zahlen für Leute, denen einfach „gefällt“, sich behandeln zu lassen. Die Geburtenförderung führt zur Zunahme der Migrantenzahl, die nicht zu arbeiten wünschen, weil es günstiger ist, 5 Kinder zur Welt zu bringen und Geld vom reichen Staat zu bekommen. Die staatliche Ausbildung bereitet hochqualifizierte Fachkräfte für Amerika und Britanien vor, und deutsche Bachelors fahren nach Holland, weiter zu studieren. Deutschland zahlt erneut – mit Leuten und Geldern.

Schließlich lohnt es sich, A.Merkel zu zitieren: „Der Staat muss Gärtner sein und nicht Zaun. Wir sollten den Menschen zutrauen, dass sie sich engagieren und Verantwortung übernehmen wollen“. Das ist gerade der Aufruf zur neuen sozialen Marktwirtschaft. Angesichts der Globalisierung müssen der Staat und die Bürger zusammenarbeiten, um höhere Effizienz ohne Verlust an Wohlfahrt zu erreichen. Deutschland wird vernünftiger zahlen und stärker auf der politischen Bühne werden, falls die Regierung in der inneren Politik Ordnung schaffen würde.

DEUTSCHE IDENTITÄT – GIBT ES DIE NOCH?

Gibt es noch etwas Deutsches in Deutschland? Meine Antwort ist: „Ja!“. In diesem Sommer habe ich mich in Berlin aufgehalten. Natürlich verstehe ich, dass Berlin nur ein kleiner Teil Deutschlands ist. Aber als ich dort angekommen bin, habe ich gedacht: „Das ist Deutschland!“ - Warum? Da will ich meine Meinung darüber äußern.

Um über „deutsch in Deutschland“ zu sprechen, müssen wir entscheiden, was wir für deutsch halten können. Für mich ist es deutsche Literatur, Mentalität, Geschichte, Musik, Theater, Bräuche und, selbstverständlich, die Leute. Ich möchte nicht über die Wirtschaft und die Politik sprechen, weil die Globalisierung Unterschiede in diesen Bereichen löscht. Sicher hat Deutschland eine sehr starke Wirtschaft und arbeitet für das ganze Europa. Aber ich denke, es ist eine Errungenschaft der deutschen Mentalität. Wie ist sie? Wie bekannt, sind die Deutschen sehr arbeitsam, pünktlich und gewissenhaft. Soviel ich bemerkt habe, ist es immer noch richtig. Außerdem sind sie ernst. Aber das bedeutet gar nicht, dass die Deutschen unfreundlich oder feindselig sind. Es ist einfach nicht für sie charakteristisch, ohne jeden Grund zu lächeln. Trotzdem ist die Bedienung da immer ungezwungen und freundlich, die Leute – hilfreich und tolerant.

Nebenbei gesagt, ist die Toleranz jetzt eine echt deutsche Eigenschaft. Vielleicht fühlen sich die Deutschen schuldig an dem Krieg und Holocaust. Diese schreckliche Erfahrung hat die Gleichheit zu einem großen Wert in der deutschen Gesellschaft

gemacht. Es gibt so viele Denkmäler und Gedenkstätten, die das beweisen. Einmal war ich an der Holocaust-Gedenkstätte in Berlin. Sie machte einen tiefen Eindruck auf mich. Ich habe die deutsche bittere Reue gefühlt.

Jetzt gibt es das Problem mit den Einwanderern in Deutschland. Sie arbeiten und leben nicht nur, sondern bringen auch ihre eigene Kultur. Viele sagen, dass durch Einwanderung die deutsche Kultur verschwindet. Ich bin damit nicht einverstanden. Die deutsche Kultur ändert sich, aber sie ist nicht verschwunden, sie ist noch deutsch! Alles, was passiert, ist die Folge der Geschichte. Und die Geschichte ist individuell und einzigartig für jedes Land. Deshalb, auch wenn die Kulturen sich vermischen, bleiben die Hauptzüge von jeder beständig. Außerdem saugen auch die Einwanderer deutsche Regeln des Lebens auf.

Was Literatur angeht, ist ihre Majestät eine unbestreitbare Tatsache. Die Werke von Nietzsche, Remarque, Thomas und Heinrich Mann, Goethe und anderen bekannten deutschen Schriftstellern sind immer mit Deutschland verbunden. Jemand kann sagen, dass diese Literatur alt ist und die moderne Literatur sich geändert hat, aber ich bin sicher, dass die Literatur ewig ist. Bis die Leute sie lesen, wird der deutsche Geist bleiben.

Für mich ist das Theater das interessanteste Thema, weil ich mich sehr dafür interessiere und das Theater liebe. Ich kann sagen, dass die deutsche Theaterschule einmalig ist. Die Deutschen fürchten sich nicht zu experimentieren, deshalb erscheinen neue Theaterstile in Deutschland.

Aber nicht nur Theater, sondern auch andere Künste zeigen

den deutschen Geist. Als ich in Berlin war, habe ich auf Schritt und Tritt die Kunst gesehen - Graffiti, Galerien, Museen, Ausstellungen. „Kunst ist überall!“ – das ist das Motto von Berlin. Natürlich gibt es in Galerien Kunstwerke von ausländischen Künstlern, aber die meisten Werke sind deutsch.

Was bzw. wer ist noch zu erwähnen? Das deutsche Volk. Es hat etwas Gesamteuropäisches, aber es hat auch seine eigenen Eigenschaften. Die Deutschen schätzen die Freiheit, aber auch die Regeln. Sie genießen ihre Gewohnheiten wie, zum Beispiel, mit den Freunden nach der anstrengenden Arbeit Bier im Biergarten zu trinken, im Cafe zu sitzen, im Park zu joggen oder Rad zu fahren. Es ist verboten über Politik während des Unterrichts zu sprechen, aber trotzdem besprechen sie die Regierung gern. Die Deutschen kleiden sich einfach, mit Geschmack. So ist es üblich, ihr Einkommen nicht durch das Kleidung zu zeigen.

Natürlich habe ich nicht alles aufgezählt. Das ist nur meine Meinung und mein Eindruck. Aber für mich ist es jetzt nicht die Frage, ob es etwas Deutsches noch in Deutschland gibt, weil ich die richtige deutsche Atmosphäre in Deutschland gefühlt habe.